

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 650

10 mars 2015

SOMMAIRE

All Track S. à r.l.	31166	Orion IV European 20 S.à r.l.	31172
Alma Finance S.A.	31167	Orion IV European 21 S.à r.l.	31173
Alpha Constructions S.A.	31165	Oyster Asset Management S.A.	31173
Alpha Constructions S.A.	31167	Paris-les-Bains S.à r.l.	31170
AMI (Luxembourg) S.à r.l.	31165	QS GEO PEP II SCA SICAR	31177
Anacot International S.A.	31165	Sems Internationale S.A.	31171
Appleton International S.A.	31165	Skye Investment S.à r.l.	31174
Asars Constructions S.à r.l.	31163	SolaireHolding Ghana S.A.	31196
Athena Pledgeco S.à r.l.	31174	Sparkling Capital Partners S.à r.l.	31200
Aubusson Holding S.A.	31163	Supertrio S.A.	31176
Auto & Style S.à r.l.	31163	SYZ Asset Management (Luxembourg) S.A.	31173
Aux Saveurs d'Antan Wiltz S.A.	31164	Thomson Travel International S.A.	31176
Avinton	31164	Tiago German Properties GmbH First Frankfurt S.C.S.	31176
Axcel Loisirs Soparfi S.A.	31164	Tiago German Properties GmbH Second Frankfurt S.C.S.	31177
Axcel Santé Soparfi S.A.	31164	UNL S.à r.l.	31156
BlueFox S.A.	31168	Valora Luxembourg S.à r.l.	31162
Blueground Security II S.A.	31168	Verde Minho S.à r.l.	31162
Blueground Security I S.A.	31168	Vingt-et-Unième Siècle Holding S.A. SPF	31155
Carbolux S.A.	31169	Vita Design S.à r.l.	31154
CBC JV S.à r.l.	31169	Vitruvian II Luxembourg S.à r.l.	31158
CBG S.A.	31168	VKB S.à r.l.	31199
ETOILE GARAGE MICHEL BRAQUET & Cie, s.e.c.s.	31171	WL Subco S.à r.l.	31155
Full Moon Invest S.A.	31171	WMT Apex S. à r.l.	31155
Key Plastics Automotive Europe S.à r.l. ..	31169		
Key Plastics Europe S.à r.l.	31170		
Moreton Sicav-Fis	31197		
Oberon Credit Investment Fund I S.C.A. SICAV-SIF	31172		

Vita Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 19, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 171.272.

L'an deux mille quinze, le vingt et unième jour du mois de janvier;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "VICTORIA EUROPE S.A.", établie et ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 171223,

ici dûment représentée par deux de ses administrateurs, savoir:

- Monsieur Jeannot DIDERRICH, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon; et

- Monsieur Roland DE CILLIA, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "VITA DESIGN S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1313 Luxembourg, 19, rue des Capucins, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 171272, (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 28 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2471 du 4 octobre 2012,

et que les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis lors;

- Que la partie comparante est la seule associée actuelle (l'"Associée Unique") de la Société et qu'elle a pris, par ses représentants légaux, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique décide de modifier l'objet social de la société, et de changer l'article 2 des statuts afin de lui donner les teneurs suivantes:

" **Art. 2.** La Société a pour objet:

a) l'achat, la vente, le négoce, l'importation et l'exportation de tous produits, par toutes voies, principalement dans le domaine des meubles et des articles de décoration au sens le plus large;

b) l'exploitation d'une brasserie restaurant avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques, à consommer sur place ou pour emporter, ainsi que la vente de tous les articles de la branche.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social."

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide de restructurer la gérance de la Société et à cet effet:

- nomme, pour une durée indéterminée, Madame Carole HOCHHAUSEN, salariée, né à Dudelange (Grand-Duché de Luxembourg), le 24 février 1967, demeurant à L-3425 Dudelange, 37 rue Nic Biever, comme gérante technique de catégorie B, pour les activités de restauration reprises sous le point b) de l'objet social;

- nomme, pour une durée indéterminée, l'actuel gérant unique Monsieur Daniel Emile DE WACHTER, salarié, né à Ixelles (Bruxelles), le 21 août 1953, demeurant à B-5550 Bagimont, rue du Calvaire 2, aux fonctions de gérant technique de catégorie A, pour les activités reprises sous point a) de l'objet social et gérant administratif; et

- de modifier le pouvoir de signature des gérants comme suit:

"Dans son champ d'activité le gérant technique de catégorie A peut engager valablement la Société par sa signature individuelle.

Jusqu'à concurrence de mille deux cent cinquante euros (1.250,- EUR), le gérant technique de catégorie B peut valablement engager la Société par sa signature individuelle; pour tout engagement dépassant cette contre-valeur la signature conjointe du gérant technique de catégorie A ou du gérant administratif est nécessaire.

Pour toutes autres opérations et obligations engageant la Société et non soumises au droit d'établissement, la Société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant administratif."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux représentants légaux de la partie comparante, ès-qualité qu'ils agissent, connus du notaire par nom, prénom, état et domicile, lesdites personnes ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. DIDERRICH, R. DE CILLIA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 27 janvier 2015. 2LAC/2015/1896. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 2 février 2015.

Référence de publication: 2015019337/69.

(150022654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Vingt-et-Unième Siècle Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 71.851.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenu au siège social en date du 3 février 2015

Le Conseil d'Administration, conformément à la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, publiée au Mémorial A no 161 du 14 août 2014, décide de nommer, comme agent dépositaire, la société ACCOUNTIS S.à r.l., ayant son siège social au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B60 219.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

VINGT-ET-UNIEME SIECLE HOLDING S.A. S.P.F.

Un mandataire

Référence de publication: 2015019335/17.

(150022715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

WL Subco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.404.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2015.

WL Subco S.à r.l.

J. Mudde / G.B.A.D. Cousin

Administrateur A / Administrateur A

Référence de publication: 2015019346/13.

(150023017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

WMT Apex S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.931.

Il résulte d'un contrat de cession de parts en date du 22 janvier 2013 que l'associé unique de la Société nommément Wal-Mart Stores, Inc. a transféré l'intégralité des parts sociales qu'il détenait dans la Société, à savoir 200 parts sociales à Azure Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164.054.

Par conséquent, l'associé unique de la Société est Azure Holdings S.à r.l., société à responsabilité limitée.

Le 4 février 2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015019348/17.

(150022803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

UNL S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 29, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 194.200.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un janvier.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Pascal LANSER, né à Entringe (Moselle), le 26 décembre 1953, demeurant à 20, rue de la République, F-57330 Hettange-Grande.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il constitue par la présente.

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre le comparant et tous ceux qui par la suite pourraient devenir propriétaires de parts sociales une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet toutes prestations de services.

Elle peut en outre faire toutes opérations mobilières ou immobilières, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet social et même à tous autres objets qui sont de nature à favoriser ou à développer l'activité de la société.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de «UNL S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (EUR 12.400,-), représenté par CENT VINGT-QUATRE (124) parts sociales d'une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune.

Toutes ces parts ont été souscrites par Monsieur Pascal LANSER, prénommé. Le souscripteur a entièrement libéré ses parts par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (EUR 12.400,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, la preuve en ayant été rapportée au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, voire de l'associé unique, ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix de la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui-même pour se terminer le 31 décembre 2015.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution sont évalués à environ EUR 1.000.- (mille euros).

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi à L-2240 Luxembourg, 29, rue Notre-Dame.

2.- Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur Pascal LANSER, prénommé.

Vis-à-vis des tiers la société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique.

Remarque

Avant la clôture des présentes, le notaire instrumentant a attiré l'attention du constituant sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises pour exercer les activités plus amplement décrites comme objet social à l'article deux des présents statuts.

Dont acte, passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire instrumentant, le comparant prémentionné a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. LANSER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 26 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/2228. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 février 2015.

Référence de publication: 2015019325/91.

(150023051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Vitruvian II Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 644.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 184.359.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of the month of January,
Before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared

VIP II Nominees Limited (as nominee for and on behalf of VIP II A LP, VIP II B LP, VIP II A (SF) LP, VIP II B (SF) LP, VIP II (Co-Investment) LP that together are known as "Vitruvian Investment Partnership II"), a private limited liability company incorporated and existing under the laws of England, having its registered office at 105 Wigmore Street, London W1U 1QY, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under number 08849013,

represented by Me Patrick Santer, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 27 January 2015 (such proxy to be registered together with the present deed),

being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") and holding all the six hundred thirty-two thousand (632,000) shares in issue in Vitruvian II Luxembourg S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B184.359 and incorporated on 28 January 2014 by deed of the undersigned notary, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number C-913 on 9 April 2014. The articles of association of the Company have been amended several times and for the last time on 13 November 2014 by deed of the undersigned notary, published in the Mémorial, number C-3816 on 10 December 2014.

The appearing party declared and requested the notary to record as follows:

(A) The Sole Shareholder holds all the shares in issue in the Company so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

(B) The items on which resolutions are to be passed are as follows:

1. Increase of the issued share capital of the Company by an amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) from currently six hundred thirty-two thousand euros (EUR 632,000.-) to six hundred forty-four thousand five hundred euros (EUR 644,500.-) by the creation and issuance of twelve thousand five hundred (12,500) new class P shares (the "New Shares"), each with a nominal value and subscription price of one euro (EUR 1.00), subscription and payment by the Sole Shareholder of the total subscription price of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) by a contribution in kind of a claim of a total aggregate amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) (the "Contribution in Kind"), acknowledgement of a report on the Contribution in Kind and approval of the valuation of the Contribution in Kind;

2. Consequential amendment of articles 5.1. and 5.2. of the articles of association of the Company so as to read as follows:

" 5.1. The Company has an issued and subscribed fully paid-up capital of six hundred forty-four thousand five hundred euros (€644,500.-) divided into:

- (i) twelve thousand five hundred (12,500) Class C Shares,
 - (ii) four hundred and four thousand five hundred (404,500) Class F Shares,
 - (iii) one hundred ninety thousand (190,000) Class H Shares,
 - (iv) twelve thousand five hundred (12,500) Class J Shares,
 - (v) twelve thousand five hundred (12,500) Class P Shares, and
 - (vi) twelve thousand five hundred (12,500) Category X Shares,
- each with a nominal value of one euro (€1.00)."

5.2. "The share capital may be increased by the issue of new shares upon resolution by the Shareholders meeting. The new shares may be issued in the form of share classes (including sub-classes of shares).

Each Class of Shares shall be issued in connection with the acquisition or making by the Company of a specific investment directly or indirectly (each a "Specific Investment"). The subscription price paid to the Company upon the issuance of shares of a particular class (including for the avoidance of doubt any share premium) (the "Subscription Price"), net of all costs payable by the Company in connection with such issuance including, but not limited to, capital duty, notarial fees and publication costs (the "Issuance Costs"), shall be invested directly or indirectly in one and the same Specific Investment.

Class C relates to the Project Care Investment.

Class F relates to the Project Lux Investment.

Class H relates to the Project Buttermilk Investment.

Class J relates to the Project Riverside Investment.

Class P relates to the Project Chelsea Investment.

Category X is not related to a Specific Investment.”

3. Addition of a new definition in article 19 of the articles of incorporation of the Company, so as to read as follows:

“Project Chelsea means the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Pharma Tech S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)”

Investment

underlying assets, subsidiaries and entities)”

Thereupon the Sole Shareholder has passed the following resolutions:

First resolution

It is resolved to increase the issued share capital of the Company by an amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) from currently six hundred thirty-two thousand euros (EUR 632,000.-) to six hundred forty-four thousand five hundred euros (EUR 644,500.-) by the creation and issuance of twelve thousand five hundred (12,500) new class P shares (the “New Shares”), each with a nominal value and subscription price of one euro (EUR 1.00).

The total subscription price for the New Shares amounting to twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) has been paid in and subscribed by the Sole Shareholder by a contribution in kind of a claim of a total amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) held by the Sole Shareholder against the Company (the “Contribution in Kind”).

Evidence of the Contribution in Kind was shown to the undersigned notary.

The report by the board of managers of the Company on the Contribution in Kind is hereby acknowledged. The conclusion of such report (a copy of which shall be registered together with the present deed) reads as follows:

“In view of the above, the Board of Managers believes that the Contribution in Kind with respect to the twelve thousand five hundred (12,500) class P shares to be issued is to be valued at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) and is equal to the Subscription Price of the twelve thousand five hundred (12,500) class P shares to be so issued by the Company.”

It is resolved to approve the valuation of the Contribution in Kind at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-).

Second resolution

It is consequently resolved to amend articles 5.1. and 5.2. of the articles of association of the Company so as to read as follows:

“ **5.1.** The Company has an issued and subscribed fully paid-up capital of six hundred forty-four thousand five hundred euros (EUR 644,500.-) divided into:

- (i) twelve thousand five hundred (12,500) Class C Shares,
 - (ii) four hundred and four thousand five hundred (404,500) Class F Shares,
 - (iii) one hundred ninety thousand (190,000) Class H Shares,
 - (iv) twelve thousand five hundred (12,500) Class J Shares,
 - (v) twelve thousand five hundred (12,500) Class P Shares, and
 - (vi) twelve thousand five hundred (12,500) Category X Shares,
- each with a nominal value of one euro (€1.00).“

5.2. “The share capital may be increased by the issue of new shares upon resolution by the Shareholders meeting. The new shares may be issued in the form of share classes (including sub-classes of shares).

Each Class of Shares shall be issued in connection with the acquisition or making by the Company of a specific investment directly or indirectly (each a “Specific Investment”). The subscription price paid to the Company upon the issuance of shares of a particular class (including for the avoidance of doubt any share premium) (the “Subscription Price”), net of all costs payable by the Company in connection with such issuance including, but not limited to, capital duty, notarial fees and publication costs (the “Issuance Costs”), shall be invested directly or indirectly in one and the same Specific Investment.

Class C relates to the Project Care Investment.

Class F relates to the Project Lux Investment.

Class H relates to the Project Buttermilk Investment.

Class J relates to the Project Riverside Investment.

Class P relates to the Project Chelsea Investment.

Category X is not related to a Specific Investment.”

Third resolution

It is resolved to add a new definition in article 19 of the articles of association of the Company, so as to read as follows:

“Project Chelsea Investment means the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Pharma Tech S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)”

All the items of the agenda have been resolved upon.

Expenses

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the above resolutions have been estimated at about one thousand one hundred euros (EUR 1,100,-).

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the party hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same party, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the persons appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L’an deux mille quinze, le vingt-huitième jour du mois de janvier,

par-devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu

VIP II Nominees Limited (en tant que représentant et pour le compte de VIP II A LP, VIP II B LP, VIP II A (SF) LP, VIP II B (SF) LP, VIP II (Co-Investment) LP, collectivement «Vitruvian Investment Partnership II»), une private limited liability company de droit anglais, ayant son siège social au 105 Wigmore Street, Londres W1U 1QY, immatriculée auprès du Registrar of Companies for England and Wales sous le numéro 08849013,

représentée par Me Patrick Santer, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration datée du 27 janvier 2015 (laquelle procuration sera enregistrée avec le présent acte),

étant l’associé unique (l’«Associé Unique») et détenant l’ensemble des six cent trente-deux mille (632.000) parts sociales émises dans Vitruvian II Luxembourg S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.359, constituée le 28 janvier 2014 par acte du notaire soussigné, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro C-913 du 9 avril 2014. Les statuts de la Société ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois le 13 novembre 2014 par acte du notaire soussigné, publié au Mémorial numéro C-3816 du 10 décembre 2014.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire d’acter ce qui suit:

(A) L’Associé Unique détient l’ensemble des parts sociales émises dans la Société de sorte que des décisions peuvent être prises valablement sur tous les points figurant à l’ordre du jour.

(B) Les points sur lesquels des résolutions doivent être prises sont les suivants:

1. Augmentation du capital social émis de la Société d’un montant de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) afin de le porter de son montant actuel de six cent trente-deux mille euros (632.000 EUR) à six cent quarante-quatre mille cinq cents euros (644.500 EUR) par la création et l’émission de douze mille cinq cents (12.500) nouvelles parts sociales de classe P (les «Nouvelles Parts Sociales»), chacune ayant une valeur nominale et un prix de souscription d’un euro (1,00 EUR), souscription et paiement par l’Associé Unique du prix total de souscription de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) par un apport en nature composé d’une créance d’un montant global de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) (l’«Apport en Nature»), acquiescement d’un rapport sur l’Apport en Nature et approbation de l’évaluation de l’Apport en Nature;

2. Modification en conséquence des articles 5.1. et 5.2. des statuts de la Société afin qu’ils aient la teneur suivante:

« **5.1.** La Société a un capital émis et souscrit entièrement libéré de six cent quarante-quatre mille cinq cents euros (644.500 EUR) divisé en:

- (i) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe C,
 - (ii) quatre cent quatre mille cinq cents (404.500) Parts Sociales de Classe F, et
 - (iii) cent quatre-vingt-dix mille (190.000) Parts Sociales de Classe H,
 - (iv) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe J,
 - (v) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe P, et
 - (vi) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Catégorie X,
- d’une valeur nominale d’un euro (1,00 €) chacune.»

5.2. «Le capital social pourra être augmenté par l'émission de nouvelles parts sociales par une résolution prise par l'assemblée des Associés. Les nouvelles parts sociales pourront être émises sous forme de classes de parts sociales (y compris des sous-classes de parts sociales).

Chaque Classe de Parts Sociales sera émise en connexion avec l'acquisition ou la réalisation par la Société soit directement soit indirectement d'un investissement spécifique (chacun un «Investissement Spécifique»). Le prix de souscription reçu par la Société suite à l'émission de parts sociales d'une classe particulière (y compris, afin d'éviter tout doute, toute prime d'émission) (le «Prix de Souscription»), déduction faite de toute dépense encourue par la Société en rapport avec une telle émission y compris, mais sans s'y limiter, le droit d'apport, les frais de notaire et les frais de publication (les «Coûts d'Émission»), sera investi directement ou indirectement dans un même et unique Investissement Spécifique.

La Classe C se rapporte à l'Investissement Projet Care.

La Classe F se rapporte à l'Investissement Projet Lux.

La Classe H se rapporte à l'Investissement Projet Buttermilk.

La Classe J se rapporte à l'Investissement Projet Riverside.

La Classe P se rapporte à l'Investissement Projet Chelsea.

La Catégorie X ne se rapporte pas à un Investissement Spécifique.»

3. Ajout d'une nouvelle définition à l'article 19 des statuts de la Société dont la teneur est la suivante:

«Investissement Projet Chelsea signifie l'investissement par le biais de parts sociales, prêts, preferred equity certificates ou autres instruments, convertibles ou non, ou autrement dans Pharma Tech S.à r.l. (et les actifs sous-jacents, filiales et entités)»

À la suite de quoi, l'Associé Unique a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) afin de le porter de son montant actuel de six cent trente-deux mille euros (632.000 EUR) à six cent quarante-quatre mille cinq cents euros (644.500 EUR) par la création et l'émission de douze mille cinq cents (12.500) nouvelles parts sociales de classe P (les «Nouvelles Parts Sociales»), chacune ayant une valeur nominale et un prix de souscription d'un euro (1,00 EUR).

Le prix total de souscription des Nouvelles Parts Sociales s'élevant à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) a été payé et souscrit par l'Associé Unique au moyen d'un apport en nature composé d'une créance d'un montant total de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) détenue par l'Associé Unique envers la Société (l'«Apport en Nature»).

Preuve de l'Apport en Nature a été montrée au notaire soussigné.

Le rapport du conseil de gérance de la Société sur l'Apport en Nature a été acquiescé par les présentes. La conclusion de ce rapport (dont une copie sera enregistrée avec le présent acte) est la suivante:

«Au vu de ce qui précède, le Conseil de Gérance estime que l'Apport en Nature relatif aux douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe P à émettre doit être évalué à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) et est égal au Prix de Souscription des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe P devant être ainsi émises par la Société.»

Il est décidé d'approuver l'évaluation de l'Apport en Nature à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR).

Deuxième résolution

Par conséquent, il est décidé de modifier les articles 5.1. et 5.2. des statuts de la Société afin qu'ils aient la teneur suivante:

« **5.1.** La Société a un capital émis et souscrit entièrement libéré de six cent quarante-quatre mille cinq cents euros (644.500 EUR) divisé en:

- (i) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe C,
 - (ii) quatre cent quatre mille cinq cents (404.500) Parts Sociales de Classe F,
 - (iii) cent quatre-vingt-dix mille (190.000) Parts Sociales de Classe H,
 - (iv) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe J,
 - (v) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe P, et
 - (vi) douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Catégorie X,
- d'une valeur nominale d'un euro (1,00 €) chacune.»

5.2. «Le capital social pourra être augmenté par l'émission de nouvelles parts sociales par une résolution prise par l'assemblée des Associés. Les nouvelles parts sociales pourront être émises sous forme de classes de parts sociales (y compris des sous-classes de parts sociales).

Chaque Classe de Parts Sociales sera émise en connexion avec l'acquisition ou la réalisation par la Société soit directement soit indirectement d'un investissement spécifique (chacun un «Investissement Spécifique»). Le prix de souscription reçu par la Société suite à l'émission de parts sociales d'une classe particulière (y compris, afin d'éviter tout doute, toute prime d'émission) (le «Prix de Souscription»), déduction faite de toute dépense encourue par la Société en rapport avec

une telle émission y compris, mais sans s'y limiter, le droit d'apport, les frais de notaire et les frais de publication (les «Coûts d'Émission»), sera investi directement ou indirectement dans un même et unique Investissement Spécifique.

La Classe C se rapporte à l'Investissement Projet Care.

La Classe F se rapporte à l'Investissement Projet Lux.

La Classe H se rapporte à l'Investissement Projet Buttermilk.

La Classe J se rapporte à l'Investissement Projet Riverside.

La Classe P se rapporte à l'Investissement Projet Chelsea.

La Catégorie X ne se rapporte pas à un Investissement Spécifique.»

Troisième résolution

Il est décidé d'ajouter une nouvelle définition à l'article 19 des statuts de la Société dont la teneur est la suivante:

«Investissement Projet Chelsea signifie l'investissement par le biais de parts sociales, prêts, preferred equity certificats ou autres instruments, convertibles ou non, ou autrement dans Pharma Tech S.à r.l. (et les actifs sous-jacents, filiales et entités)»

Tous les points portés à l'ordre du jour ont fait l'objet d'une résolution.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société ou qui lui seront imputés dans le cadre des résolutions qui précèdent ont été estimés à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, reconnaît qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même partie, la version anglaise fera foi en cas de divergences entre les versions anglaise et française.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire des parties comparantes, ce dernier a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: P. SANTER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 29 janvier 2015. Relation: DAC/2015/1788. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 04 février 2015.

Référence de publication: 2015019328/247.

(150022991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Verde Minho S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4601 Differdange, 57, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 170.477.

Assemblée Générale

Lors de l'assemblée générale du 2 janvier 2015, Monsieur LOPES DA SILVA CABRAL Manuel a annoncé qu'il démissionna de son poste de gérant de la société VERDE MINHO S.à.r.l, B170477 le 1^{er} janvier 2015.

Monsieur TEODORO HENRIQUES LUIS HELDER, résidant au 74 avenue de la liberté, L-4601 Niederkorn, deviendra donc à partir du 1^{er} janvier 2015 gérant de la société.

Référence de publication: 2015019333/12.

(150022989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Valora Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.000.000,00.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 24, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 73.774.

EXTRAIT

Le 30 juin 2014, le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de Valora Luxembourg S.à.r.l. du 11, rue Christophe Plantin, L-2339 Luxembourg, au 24, rue de Strasbourg, L-2560 Luxembourg avec effet au 16 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2015.
Pour Valora Luxembourg S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2015019326/16.

(150022718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Asars Constructions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 250.000,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 63.479.

—
L'Assemblée générale ordinaire du 28 janvier 2015 a accepté avec effet au 1^{er} février 2015 la démission de ses fonctions de gérant présentée par Monsieur Rahim AGAAJANI.

L'Assemblée a nommé en qualité de gérant unique, pour une durée indéterminée, avec effet au 1^{er} février 2015, Monsieur Shahriar AGAAJANI, avec adresse professionnelle à L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

La société est engagée, en toutes circonstances, par la seule signature du gérant unique.

Avis certifié conforme
ASARS CONSTRUCTIONS S.A R.L.
Société à responsabilité limitée
Shahriar AGAAJANI
Gérant

Référence de publication: 2015019428/18.

(150023571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Aubusson Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 84.028.

—
Extrait du Procès-verbal de la Réunion du Conseil d'Administration tenue le 24 septembre 2014

Deuxième résolution:

Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Jérôme MULLIEZ, administrateur de sociétés, né le 6 juin 1966 à Roubaix (France), demeurant 1, Hatherley Horsell Park GU 214 LY Woking Surrey (Angleterre), en tant que Président du Conseil d'Administration de la Société à compter de ce jour et pendant la durée de son mandat d'administrateur de la Société.

Troisième résolution:

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle, au 15, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AUBUSSON HOLDING S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2015019429/19.

(150023906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Auto & Style S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 4, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 147.816.

—
Monsieur le Gérant Paulo Jorge DOS SANTOS SILVA,
Monsieur le Directeur Armando Augusto DOS ANJOS,

Par la présente, je soussignée Madame Wanessa ALVES PEREIRA, salariée, née à Goianesia, Brésil, le 15 janvier 1980 (Matricule 1980 0115 720), demeurant à L-4520 Niedercorn, 39, rue des Pruniers, vous notifie ma démission avec effet immédiat du poste de gérant administratif que j'occupe au sein de la société à responsabilité limitée Auto & Style S.à r.l.,»

établie et ayant son siège social à L-3895 Foetz, 4, rue de l'Avenir inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.816.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Madame Wanessa ALVES PEREIRA.

Référence de publication: 2015019431/15.

(150023540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Aux Saveurs d'Antan Wiltz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9570 Wiltz, 9, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 102.561.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société L'EXCEPTION SA

Signature

Référence de publication: 2015019432/11.

(150023936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Avinton, Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 182.222.

Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft vom 05. Februar 2015

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft hat am 05. Februar 2015 beschlossen, in Ansehung des Gesetzes vom 28. Juli 2014 betreffend der Immobilisierung von Inhaberaktien, die Gesellschaft FIDUCIAIRE EUROLUX, société anonyme mit Sitz in 196, Rue de Beggen, L-1220 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxembourg unter der Nummer B 0034752, zur Verwahrstelle für die Inhaberaktien der Gesellschaft zu bestimmen.

AVINTON

Société anonyme

Alhard von KETELHODT / Katharina von RANDOW / Catherine PUNDEL

Administrateur / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015019433/16.

(150023939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Axcel Loisirs Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 140.903.

Extrait de la résolution prise par le conseil d'administration en date du 4 février 2015

En application de la loi du 28 juillet 2014, le conseil d'administration décide de nommer pour une durée indéterminée avec effet au 4 février 2015, Maître Arsène KRONSHAGEN, Avocat à la Cour, 22, rue Marie-Adélaïde, L-2128 Luxembourg, en tant que dépositaire des actions au porteur émises par la Société.

La présente nomination pourra être révoquée pour juste motif ou sans motif.

Certifié sincère et conforme

Pour AXCEL LOISIRS SOPARFI S.A.

Référence de publication: 2015019434/14.

(150023760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Axcel Santé Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 140.921.

Extrait de la résolution prise par le conseil d'administration en date du 4 février 2015

En application de la loi du 23 juillet 2014, le conseil d'administration décide de nommer pour une durée indéterminée avec effet au 4 février 2015, Maître Arsène KRONSHAGEN, Avocat à la Cour, 22, rue Marie-Adélaïde, L-2128 Luxembourg, en tant que dépositaire des actions au porteur émises par la Société.

La présente nomination pourra être révoquée pour juste motif ou sans motif.

Certifié sincère et conforme
Pour AXCEL SANTE SOPARFI S.A.

Référence de publication: 2015019435/14.

(150023767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Appleton International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 69.940.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 5 février 2015 que la société FIDUCENTER SA, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg a été nommée comme dépositaire des actions au porteur.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2015019421/12.

(150024002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

AMI (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 141.573.

—
Par résolutions prises en date du 31 janvier 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Philippe Salpetier, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de classe B, avec effet au 31 décembre 2014 et pour une durée indéterminée;
2. Acceptation de la démission de Michael Kidd, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg de son mandat de gérant de classe B, avec effet au 31 décembre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 février 2015.

Référence de publication: 2015019412/15.

(150023202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Anacot International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.
R.C.S. Luxembourg B 146.271.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 5 février 2015 que la société FIDUCENTER SA, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg a été nommée comme dépositaire des actions au porteur.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2015019413/12.

(150023983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Alpha Constructions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1842 Howald, 3, avenue Grand-Duc Jean.
R.C.S. Luxembourg B 106.409.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue le 30 décembre 2014

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 30 décembre 2014, que la Fiduciaire comptable Becker, Gales & Brunetti S.A., établie et ayant son siège social à L-2222 Luxembourg, 296, rue de Neudorf, a été appelée à la fonction de commissaire aux comptes avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 en remplacement de la société GEFCO S.A. GESTION FINANCIERE & CONSULTING, établie à L-3961 Ehlinge, 51, rue des 3 Cantons.

Le mandat du commissaire aux comptes ainsi nommé prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald, le 30 décembre 2014.

Pour avis et extrait conforme

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015019409/17.

(150023124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

All Track S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3850 Schifflange, 84, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 194.216.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze.

Le trente décembre.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

A COMPARU

Monsieur Adel ADROVIC, indépendant, né à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) le 10 février 1989,

demeurant à L-3561 Dudelange, 19, rue de l'Indépendance

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle, qu'il déclare constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de:

ALL TRACK S. à r.l.

Art. 2. La société a pour objet l'achat, la vente, l'import, l'export, le dépôt-vente, l'immatriculation et la location sans chauffeur de voitures automobiles ainsi que l'achat et la vente d'accessoires automobiles.

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui pourraient en faciliter la réalisation et le développement.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Schifflange.

Art. 4. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-), représenté par CINQ (500) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de VINGT-CINQ EUROS (€ 25,-) chacune.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Art. 6. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'unique associé ou les associés qui détermineront leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Art. 7. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite de l'unique ou d'un associé.

Art. 8. Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, la cession entre vifs tant à titre gratuit qu'à titre onéreux à un non-associé ne pourra se faire que de l'assentiment de tous les associés.

La transmission pour cause de mort requiert l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants qui ont en toute hypothèse un droit de préemption. Cet agrément n'est pas nécessaire en cas de transmission à un héritier réservataire ou au conjoint survivant.

Art. 9. Un associé sortant ainsi que les héritiers ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 11. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice, à moins que l'associé unique ou l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera transmis à l'associé unique ou sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 12. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est référé aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

Monsieur Adel ADROVIC, prénommé CINQ CENTS PARTS SOCIALES	500
TOTAL: CINQ CENTS PARTS SOCIALES	500

Toutes les parts ont été libérées intégralement en espèces et en conséquence la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Frais

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à NEUF CENT EUROS (€ 900,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les statuts de la société ainsi arrêtés, le comparant, unique associé de la société se considérant comme réunie en assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

I.- Est nommé gérant de la société:

Monsieur Adel ADROVIC, prénommé

II.- La société est engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

III.- Le siège social de la société se trouve à: L-3850 Schifflange, 84, avenue de la Libération.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous Notaire le présent acte.

Signé: Adrovic, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 janvier 2015. Relation: EAC/2015/302. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015019407/71.

(150023406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Alma Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 95.125.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2015.

Référence de publication: 2015019408/10.

(150023283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Alpha Constructions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1842 Howald, 3, avenue Grand-Duc Jean.

R.C.S. Luxembourg B 106.409.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015019410/10.

(150023125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Blueground Security I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 2, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 184.828.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal de l'associé unique du 29 décembre 2014, que les administrateurs Emmanuel ABRAMC-ZYK, Gary JANAWAY, Manuel Augusto DE CARVAHLO MACEDO, sont démissionnaires, et que Monsieur Nicolas VAN BEEK, né à Beauvais, le 8 décembre 1974, ayant son domicile professionnel à L-1724 Luxembourg, 3a, boulevard du Prince Henri, a été nommé à la fonction d'Administrateur Unique.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

L'Associé unique

Référence de publication: 2015019445/16.

(150023370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Blueground Security II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 2, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 188.057.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal de l'associé unique du 29 décembre 2014, que les administrateurs Emmanuel ABRAMC-ZYK, Manuel Augusto DE CARVAHLO-MACEDO et Gary JANAWAY, également administrateur délégué, sont démissionnaires, et que Monsieur Nicolas VAN BEEK, né à Beauvais, le 8 décembre 1974, ayant son domicile professionnel à L-1724 Luxembourg, 3a, boulevard du Prince Henri, a été nommé à la fonction d'Administrateur Unique.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

L'Associé unique

Référence de publication: 2015019447/16.

(150023374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

BlueFox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 177.734.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire le 3 Novembre 2014

Sixième résolution

L'Assemblée a décidé de transférer le siège social du 13, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg au 11, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BLUEFOX S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015019449/14.

(150023554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

CBG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 161.403.

Extrait du Procès verbal du Conseil d'Administration tenu au siège social 217 route d'Esch L-1471 Luxembourg, le 27 janvier 2015 à 11h00

Délibérations:

Après avoir délibéré, le Conseil d'Administration, à l'unanimité, prend les résolutions suivantes:

Première résolution:

Le Conseil d'Administration désigne en tant que dépositaire des actions au porteur de la société, la banque BIL Luxembourg S.A. ayant son siège social: 69 route d'Esch L-2953 Luxembourg, immatriculée au RCS Luxembourg numéro B 6.307.

Il est rappelé que l'Administrateur unique de la société est:

Monsieur Serge ATLAN

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015019508/20.

(150023490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

CBC JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 179.018.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'Associé Unique de la Société en date du 30 janvier 2015 que:

(i) la démission de Monsieur James METCALF, gérant de classe A, a été acceptée avec effet immédiat.

(ii) Monsieur Michael SHARPLES, né le 15 avril 1962 à Londres, Royaume-Uni, résidant au The Old School House, 72A Swann Lane Cheadle Hulme, Cheadle Cheshire, SK8 7HU, Royaume-Uni a été nommé gérant de classe A, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

(iii) Le siège social a été transféré au 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg avec effet au 30 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 4 février 2015.

Référence de publication: 2015019507/18.

(150023216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Carbolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 82.947.

—
Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 4 Février 2015.

Pour: CARBOLUX S.A.

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015019502/16.

(150023346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Key Plastics Automotive Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 102.406.

—
Par résolutions signées en date du 27 janvier 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Hervé Autet, avec adresse professionnelle au 20, quai Fernand Saguet, 94700 Maisons-Alfort, France, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Fernando Duarte, avec adresse au 64, Vale da Arieira-Barosa, 2401-970 Leira, Portugal de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017345/15.

(150020048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Key Plastics Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 812.456,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 68.568.

Par résolutions signées en date du 27 janvier 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Hervé Autet, avec adresse professionnelle au 20, quai Fernand Saguet, 94700 Maisons-Alfort, France, au mandat de gérant B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Fernando Duarte, avec adresse au 64, Vale da Arieira-Barosa, 2401-970 Leira, Portugal de son mandat de gérant B, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017346/15.

(150020046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Paris-les-Bains S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5638 Mondorf-les-Bains, 38, rue du Moulin.

R.C.S. Luxembourg B 147.329.

DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le vingt janvier.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Madame Frédérique ANDRESS, demeurant au 38, rue du Moulin, L-5638 Mondorf-les-Bains,

«la comparante»

ici représentée Monsieur Georges THINNES, conseiller fiscal, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

«le mandataire»

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

La comparante, représentée comme dit ci-avant, requiert le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

1. Que la société à responsabilité limitée PARIS-LES-BAINS S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B147329, ayant son siège social au 38, rue du Moulin, L-5638 Mondorf-les-Bains, ci-après «la Société», a été constituée le 24 juin 2009 suivant acte reçu par Maître Roger ARRENSDORFF, notaire alors de résidence à Mondorf-les-Bains, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1567 du 13 août 2009.

2. Que le capital social de la Société s'élève actuellement à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) représenté par 100 (cent) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune, entièrement libérées.

3. Que la comparante est propriétaire de la totalité des parts sociales représentatives du capital souscrit de la Société.

4. Que la comparante, en tant qu'associée unique, prononce la dissolution anticipée de la société avec effet rétroactif au 31 décembre 2014.

5. Que l'activité de la Société a cessé depuis le 31 décembre 2014; que l'associée unique est investie de tout l'actif et qu'en sa qualité de liquidateur elle réglera tout le passif, de sorte que la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

6. Que décharge pleine et entière est donnée au gérant unique de la Société.

7. Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la Société.

31171

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ 920,- EUR

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, état civil et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Georges THINNES, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 23 janvier 2015. Relation GAC/2015/700. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015017572/44.

(150020533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Sems Internationale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 30.428.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue le 2 février 2015

La société MANACO S.A., inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B19797, ayant son siège social au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg a été nommée comme dépositaire des actions au porteur.

Pour extrait sincère et conforme

SEMS INTERNATIONALE S.A.

Référence de publication: 2015017670/12.

(150020607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Full Moon Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 129.054.

—
Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 30 janvier 2015.

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veuillez noter que le siège social de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., commissaire, se situe désormais à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 2 février 2015.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Full Moon Invest S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015017145/16.

(150020601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

ETOILE GARAGE MICHEL BRAQUET & Cie, s.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 5, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 3.795.

—
EXTRAIT

Il résulte de deux actes de partages de la succession des époux BRAQUET-PEUSCH Pierre, respectivement de la succession de Madame Liliane BRAQUET, reçus par Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg en date du 17 décembre 2014, sous les numéros 28.617 et 28.618 de son répertoire, enregistrés auprès de l'Administration de l'Enregistrement Esch/Alzette - Actes Civils en date du 30 décembre 2014, Relation EAC/2014/18405 et EAC/2014/18416 que:

Les époux Monsieur Pierre BRAQUET, ayant demeuré en dernier lieu à Strassen, y décédé le 21 février 2009 et son épouse Madame Marie-Thérèse PEUSCH, ayant demeuré en dernier lieu à Strassen, y décédée le 3 mars 2012 étaient mariés sous le régime de la communauté universelle suivant contrat de mariage reçu par le notaire Roger WURTH, alors

de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 17 avril 1974, avec attribution de la totalité de cette communauté universelle au survivant d'eux.

Que leurs successions sont alors échues ensemble et à parts égales à leurs trois enfants Liliane, Michel et Myriam BRAQUET.

Que Madame Liliane BRAQUET en son vivant psychomotricienne, née à Luxembourg, le 10 octobre 1951, épouse de Monsieur Charles ASSA, ayant demeuré en dernier lieu à L-2167 Luxembourg, 26a, rue des Muguets, y est décédée le 26 septembre 2013

Suite au décès des époux BRAQUET-PEUSCH Pierre et de Madame Liliane BRAQUET, les résolutions suivantes sont à prendre en considération:

- *Cession de Parts:*

Que suivant les prédits actes de partage, les parts sociales ont été souscrites comme suit:

- Attribution de 16 parts sociales de la société en commandite simple «ETOILE GARAGE MICHEL BRAQUET & CIE Secs» à Monsieur Michel BRAQUET, gérant de sociétés, né à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1954, demeurant à L-1323 Luxembourg, 2, rue des Champs;

- Attribution de 10 parts sociales de la société en commandite simple «ETOILE GARAGE MICHEL BRAQUET & CIE Secs» à Monsieur François BRAQUET, enseignant, né à Luxembourg, le 16 mars 1982, célibataire, demeurant à L-2732 Luxembourg, 38, rue Wilson;

- Attribution de 10 parts sociales de la société en commandite simple «ETOILE GARAGE MICHEL BRAQUET & CIE Secs» à Monsieur Frédéric BRAQUET, employé privé, né à Luxembourg, le 5 décembre 1984, célibataire, demeurant à L-8017 Strassen, 13, rue de la Chapelle;

- Attribution de 10 parts sociales de la société en commandite simple «ETOILE GARAGE MICHEL BRAQUET & CIE Secs» à Madame Mélanie BRAQUET, étudiante, née à Luxembourg, le 6 septembre 1994, célibataire, demeurant à L-2410 Strassen, 165, Reckenthal;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 19 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017123/41.

(150020457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Oberon Credit Investment Fund I S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 174.273.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 Février 2015.

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015018349/12.

(150021637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Orion IV European 20 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.120,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 186.731.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

L'adresse de Monsieur Ronald W. DE KONING, gérant de la Société, a changé avec effet au 1^{er} février 2015 et se trouve désormais au:

- Noordensweg 52, 2421 XZ Nieuwkoop, Pays-Bas.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2015.
Orion IV Eurpoean 20 S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2015018374/17.

(150022150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Orion IV European 21 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 94.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 189.076.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

L'adresse de Monsieur Ronald W. DE KONING, gérant de la Société, a changé avec effet au 1^{er} février 2015 et se trouve désormais au:

- Noordensweg 52, 2421 XZ Nieuwkoop, Pays-Bas.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2015.

Orion IV European 21 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015018375/17.

(150022151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

**SYZ Asset Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme,
(anc. Oyster Asset Management S.A.).**

Capital social: CHF 900.000,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 83.117.

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre décembre.

Par-devant nous Maître Henri Hellnickx, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «OYSTER ASSET MANAGEMENT S.A.», une société anonyme, constituée et régie selon le droit du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social à L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 juillet 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 17 janvier 2002, numéro 91, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 83.117 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 21 juillet 2014, suivant acte reçu par Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 1^{er} septembre 2014, numéro 2329.

L'actionnaire unique de la Société expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

Financière Syz & Co S.A., société anonyme de droit suisse, ayant son siège social à Baarestrasse 112, CH-6302 Zoug (Suisse) et inscrite au Registre du commerce de Zoug sous le numéro CH-660.1.815.996-5, est l'actionnaire unique de la Société;

dûment représentée par Monsieur Florent Denys, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration reçue à Genève, le 17 décembre 2014;

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'actionnaire unique de la Société se considérant comme étant dûment convoqué et informé de l'ordre du jour suivant, l'assemblée générale extraordinaire peut avoir lieu sans avis de convocation.

(i) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Agenda

1. Changer la dénomination sociale de la Société en «SYZ Asset Management (Luxembourg) S.A.»
2. Approuver la modification de l'article 1^{er} des statuts de la Société afin de changer la dénomination de la Société en «SYZ Asset Management (Luxembourg) S.A.»;

3. Renouveler pour une période de cinq ans à dater de la publication de l'acte modificatif des statuts de la Société l'autorisation et le mandat donnés au conseil d'administration de la Société:

- d'augmenter le capital en une ou plusieurs tranche(s) successive(s) par l'émission d'actions nouvelles à souscrire en espèces, par apport en nature, par compensation de créances ou par capitalisation des profits ou réserves;
 - de fixer la date et le lieu d'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de souscription et de paiement des nouvelles actions;
- conformément à l'article 5 des statuts de la Société.

Par conséquent, Financière Syz & Co S.A., agissant en sa capacité d'actionnaire unique de la Société, prend les décisions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide de changer la dénomination de la Société en «SYZ Asset Management (Luxembourg) S.A.».

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide de modifier les statuts de la Société pour changer la dénomination de la Société en «SYZ Asset Management (Luxembourg) S.A.».

L'actionnaire unique décide d'approuver la modification de l'article 1^{er} des statuts comme suit:

«Il est formé une société anonyme sous la dénomination de SYZ Asset Management (Luxembourg) S.A. (la «Société»).»

Troisième résolution

L'actionnaire unique a décidé de renouveler pour une période de cinq ans à dater de la publication de cet acte modificatif des statuts de la Société l'autorisation et le mandat donnés au conseil d'administration de la Société:

- d'augmenter le capital en une ou plusieurs tranche(s) successive(s) par l'émission d'actions nouvelles à souscrire en espèces, par apport en nature, par compensation de créances ou par capitalisation des profits ou réserves;
 - de fixer la date et le lieu d'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de souscription et de paiement des nouvelles actions;
- conformément à l'article 5 des statuts de la Société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance a été levée.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: F. DENYS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 2 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/38. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015018390/69.

(150021713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

**Athena Pledgeco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Skye Investment S.à r.l.)**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 181.559.

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of the month of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BREDS Europe 1 NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 176.328 (the "Sole Shareholder"),

represented by Maître Flora Verrecchia, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

being the Sole Shareholder of Skye Investment S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 181.559 (the "Company"), incorporated on 6 November 2013 pursuant to a deed of Me Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 24 December 2013, number 3276.

The articles of association of the Company have never been amended.

The appearing party, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

1. The Sole Shareholder holds all the five hundred (500) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Sole Shareholder.

2. The item on which a resolution is to be taken is as follows:

Amendment of Article 1 of the articles of incorporation of the Company so that Article 1 of the articles of association of the Company reads as follows:

"A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Athena Pledgeco S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation."

Thereafter the following resolution was passed by the Sole Shareholder of the Company:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to amend Article 1 of the articles of association of the Company so that Article 1 of the articles of association of the Company reads as set out in the above agenda.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, this deed is drafted in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and German version, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Englischen Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am siebzehnten Dezember.

Vor Uns, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

BREDS Europe 1 NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxembourg unter der Nummer B 176.328, (der «Alleinige Gesellschafter»),

hier vertreten durch Frau Verrecchia Flora, Rechtsanwältin, beruflich wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht welche gegenwärtiger Urkunde beigefügt wird nachdem sie ne varietur durch den Vollmachtnehmer und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde,

als Alleiniger Gesellschafter der Skye Investment S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg, unter der Nummer B 181.559 (die «Gesellschaft»), gegründet am 6. November 2013 gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar Me Cosita Delvaux, Notar mit dem Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht am 24 Dezember 2013 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial»), Nummer 3276.

Die Satzung der Gesellschaft wurde nie abgeändert.

Der Erschienene gibt, in Ausübung seines obenerwähnten Amtes, folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

1. Der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hält alle fünfhundert (500) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile, so dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entschieden werden kann.

2. Der Punkt über den ein Beschluss getroffen werden soll ist der folgende:

Abänderung von Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

"Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Athena Pledgeco S.à r.l." (die „Gesellschaft“) wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt."

Danach wurde der folgende Beschluss vom Alleinigen Gesellschafter getroffen:

Alleiniger Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Partei, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen hat dieser mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: F. VERRECCHIA und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63673. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 30. Januar 2015.

Référence de publication: 2015018469/90.

(150021410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Supertrio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 94.274.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue le 2 février 2015

La société MANACO S.A., inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B19797, ayant son siège social au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg a été nommée comme dépositaire des actions au porteur.

Pour extrait sincère et conforme

SUPERTRIO S.A.

Référence de publication: 2015018515/12.

(150022278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Thomson Travel International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 2, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 61.047.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision de la Société en date du 28 janvier 2015, de:

- Rayer Monsieur Henrik Turesson Norlin, en tant qu'administrateur de la société avec effet au 30 janvier 2015; et
- Nommer Monsieur Stephen Brann, né le 25 septembre 1964 à Londres, Royaume-Uni, résidant professionnellement au TUI Travel House, Fleming Way, RH10 9QL West Sussex, Royaume-Uni, en tant qu'administrateur de la société avec effet au 30 janvier 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2015.

Référence de publication: 2015018528/15.

(150021838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Tiago German Properties GmbH First Frankfurt S.C.S., Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1913 Luxembourg, 12, rue Léandre Lacroix.

R.C.S. Luxembourg B 176.886.

Résolutions prises par l'associé commandité avec effet du 1^{er} janvier 2015

Avec effet du 1^{er} janvier 2015, l'associé commandité a adopté la résolution suivante:

1. Transfert du siège social de la société au 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg, avec effet immédiat.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2015018532/13.

(150021901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

Tiago German Properties GmbH Second Frankfurt S.C.S., Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1913 Luxembourg, 12, rue Léandre Lacroix.

R.C.S. Luxembourg B 176.888.

Résolutions prises par l'associé commandité avec effet du 1^{er} janvier 2015

Avec effet du 1^{er} janvier 2015, l'associé commandité a adopté la résolution suivante:

1. Transfert du siège social de la société au 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg, avec effet immédiat.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2015018533/13.

(150022038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

QS GEO PEP II SCA SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 161.202.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of the month of February.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem (Luxembourg).

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (hereafter referred to as the "Meeting") of QS GEO PEP II SCA SICAR (hereafter referred to as the "SICAR"), a corporate partnership limited by shares, having its registered office at 3, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, incorporated by a deed of the undersigned notary on 24th May 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") N° 1257 dated June 10, 2011.

The Meeting was opened with Mr Johan Orsinet, maître de droit, residing professionally in Luxembourg, as chairman of the Meeting.

The chairman appointed as secretary Mrs Lola Penin, administrative and accounting officer, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Sylvia Errico, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the Meeting (hereafter referred to as the "Bureau") having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

Restatement of the Articles of Association to comply with the provisions of the law of 12 July 2013 on alternative investment funds managers.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders and by the Bureau will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The present Meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail to the registered shareholders on, February 9th, 2015.

IV. It appears from the attendance list that, out of the fifty-five million five hundred and forty-four thousand (55,544,000) shares in issue, thirty-three million nine hundred thousand (33,900,000) (ie 61.03%) shares are present or represented at the Meeting.

V. As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly decide on the items of the agenda.

After deliberation, the Meeting takes the following resolution:

Sole resolution

The Meeting resolved to restate the Articles of Association in their entirety to comply with the provisions of the law of 12 July 2013 on alternative investment funds managers and withdrawal of the French translation as permitted by the Law of 17 December 2010.

Consequently the Articles of Association shall read as follows:

Preliminary title - Definitions

In these Articles of Incorporation, the following shall have the respective meaning set out below:

"1915 Law"	the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time
"2004 Law"	the Luxembourg law of 15 June 2004 on the investment company in risk capital, as amended from time to time
"Accounting Currency"	the currency of consolidation of the accounts of the SICAR, i.e. the USD
"Accrued Interest"	has the meaning ascribed to it in Article 14
"Affiliates"	any corporate body or other entity which in relation to the Person concerned is directly or indirectly a holding company or a subsidiary of that holding company or a subsidiary. An entity is a holding company of another entity if it holds the majority of the voting rights and is a subsidiary of a Person if such Person holds a majority of the voting rights in its shares
"Affiliated Trust"	has the meaning ascribed to it in Article 13.2
"AIFMD"	the directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of June 2011 on alternative investment fund managers
"AIFM Fee"	has the meaning ascribed to it in the Private Placement Memorandum
"AIFM Law"	the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers as amended or supplemented from time to time
"Approved Statutory Auditor"	any qualified independent auditor (réviseur d'entreprise agréé) within the meaning of Luxembourg Law, as may subsequently be appointed as auditor of the SICAR
"Article"	an article of these Articles of Incorporation
"Articles of Incorporation"	the articles of incorporation of the SICAR, as supplemented from time to time
"Bank Business Day"	any day upon which the banks are open for business in Luxembourg
"Beneficiary Shareholders"	has the meaning ascribed to it in Article 13.2.3
"Board"	the board of Managers of the General Partner
"Capital Call"	a drawdown made by the General Partner in order to request Limited Shareholders to pay all or part of their Undrawn Commitments pursuant to the terms of a Drawdown Notice
"Category"	one or more category of Ordinary Shares within a Class as may be available for subscription
"Cause"	the term "Cause" is limited to the following events: (a) any petition is pending in order to declare the General Partner bankrupt or to make it subject to any proceeding contemplated by any bankruptcy law; (b) an order has been given, or a resolution passed or a petition presented for the winding-up of the General Partner or for the appointment of a provisional liquidator to the General Partner, or any petition is pending for such appointment; (c) an administration order has been made or a petition for an administration order has been presented in respect of the General Partner; (d) a receiver or a manager or administrative receiver has been appointed with respect to the General Partner, or any petition is pending for such appointment; (e) the General Partner has entered into any compromise or arrangement with its creditors; or (f) the General Partner has committed a fraud, gross negligence or wilful misconduct
"Central Administration Agent"	any Person as may subsequently be appointed as central administration agent of the SICAR
"Classes"	one or more Classes of Shares as may be available, where a specific fee structure, distribution policy, Reference Currency or hedging policy will be applied
"Class A Ordinary Shares"	means any Class A1, Class A2 and Class A3 Ordinary Shares having the rights and being subject to the restrictions set out in the Private Placement Memorandum and these Articles of Incorporation
"Class B Ordinary Shares"	means any Class B1, Class B2 and Class B3 Ordinary Shares having the rights and being subject to the restrictions set out in the Private Placement Memorandum and these Articles of Incorporation

"Class C Ordinary Shares"	means any Class C1, Class C2, Class C3, Class C4, Class C5 and Class C6 Ordinary Shares having the rights and being subject to the restrictions set out in the Private Placement Memorandum and these Articles of Incorporation
"Class D Ordinary Shares"	means any Class D1, Class D2 and Class D3 Ordinary Shares having the rights and being subject to the restrictions set out in the Private Placement Memorandum and these Articles of Incorporation
"Class E Ordinary Shares"	means any Class E1, Class E2 and Class E3 Ordinary Shares having the rights and being subject to the restrictions set out in the Private Placement Memorandum and these Articles of Incorporation
"Class F Ordinary Shares"	means any Class F1, Class F2 and Class F3 Ordinary Shares having the rights and being subject to the restrictions set out in the Private Placement Memorandum and these Articles of Incorporation
"Closing Date"	the date determined by the General Partner on which Subscription Agreements have been received and accepted by the General Partner
"Commitment"	the commitment of an Investor to subscribe for Ordinary Shares of any Category and Class and to pay for them within the time limits and under the terms and conditions set forth in Article 8 and summarized in the Subscription Agreement entered into by the relevant Investor
"Commitment Period"	the period starting on the First Closing Date and ending four (4) years after the Final Closing Date (or on any other earlier date as may be determined by the General Partner) during which it is envisaged that all Investors' Commitments to subscribe for Ordinary Shares of any Category and Class under the Subscription Agreement will be drawn down and paid to the relevant Category and Class except as otherwise provided for in the Private Placement Memorandum
"CSSF"	the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Luxembourg regulator of the financial sector, or any successor thereof
"Defaulting Investor"	an Investor declared defaulting by the General Partner in accordance with Article 14
"Depository"	means any credit institution within the meaning of Luxembourg law dated 5 April 1993 relating to the financial sector, as amended, as may be appointed as custodian of the SICAR
"Distribution"	has the meaning ascribed to it in the Private Placement Memorandum
"Drawdown Date"	the date on which a Capital Call is payable by the Limited Shareholders and determined in accordance with the provisions set out in the Private Placement Memorandum
"Drawdown Notice"	with respect of each Category and Class, a notice whereby the General Partner informs each Limited Shareholder of the relevant Category and Class of a Capital Call and requests the relevant Limited Shareholder to pay into the relevant Category and Class whole or part of their remaining Undrawn Commitments. The Drawdown Notice will specify to each Limited Shareholder the amount to be paid by said Limited Shareholder, the account number to which such payment is to be made and the Drawdown Date
"Eligible Investors"	the investors who qualify as well-informed investors in accordance with the provisions of article 2 of the 2004 Law
"Equalization Contribution"	the amount of their Commitment to be paid in by Subsequent Investors to the relevant Category and Class corresponding to the aggregate amount of their Commitment that has already been drawn down and paid in by Prior Investors
"EUR" or "€"	the lawful currency of the Member States of the European Union that have adopted the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community, as amended from time to time
"Final Closing Date"	has the meaning ascribed to it in the Private Placement Memorandum
"First Closing Date"	has the meaning ascribed to it in the Private Placement Memorandum
"Fixed Rate"	has the meaning ascribed to it in Article 9.1
"Founder Share"	the management share (action de l'actionnaire commandité) held by the General Partner in the share capital of the SICAR in its capacity as Unlimited Shareholder (actionnaire commandité)
"Formation Expenses"	the fees, costs and expenses as determined in the Private Placement Memorandum
"General Partner"	QS GEO S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) that will exercise the management of the SICAR
"General Partner Notice"	has the meaning ascribed to it in Article 13.2.3
"Indemnified Party"	Has the meaning ascribed to it in Article 22

"Investment Committee"	has the meaning ascribed to it in Article 24
"Investors"	Eligible Investors who have signed a Subscription Agreement (for the avoidance of doubt, the term includes, where appropriate, the Shareholders)
"Investor Advisory Committee"	has the meaning ascribed to it in Article 25
"Issue Price"	has the meaning ascribed to it in Section 12.7 of the Private Placement Memorandum
"Late Interest"	the interest payment payable by a Subsequent Investor on its Equalization Contribution in accordance with the provisions set out in Article 9.3
"LIBOR"	the London Interbank Offered Rate
"Limited Shareholders"	the holders of Ordinary Shares of any Category and Class (actions ordinaires de commanditaires) and whose liability is limited to the amount of their investments in the SICAR
"Manager"	any member of the Board
"Minimum Commitment"	the minimum Commitment amount which each Investor must invest in a specific Category and Class
"Net Asset Value" or "NAV"	the net asset value of the relevant Category and Class as determined in accordance with Article 15
"Net Defaulted Contribution"	the net amount contributed by a Defaulting Investor for the issue of Ordinary Shares in a specific Category and Class, being the Paid In Amount contributed by such Defaulting Investor with respect to such Ordinary Shares less any Distributions made to said Defaulting Investor up until the date of the default
"Net Defaulted Value"	means the aggregate of (i) an amount equal to the Defaulting Investor's pro rata interest in the SICAR's net assets, based on the latest Net Asset Value per Ordinary Share notified to Shareholders prior to the date of default of the Defaulting Investor, plus (ii) Commitments contributed by the Defaulting Investor since such Valuation Day, less (iii) Distributions made to the Defaulting Investor since such Valuation Day
"Net Proceeds"	means the Proceeds less any Disposal Expenses as described in the Private Placement Memorandum
"Ongoing Expenses"	the operating expenses as determined in the Private Placement Memorandum
"Ordinary Shares"	the ordinary shares of any Category and Class (actions ordinaires de commanditaire) held by the Limited Shareholders (actionnaires commanditaires) in the share capital of the SICAR
Ordinary Shares Compulsorily Converted"	has the meaning ascribed to it in Article 14
"Overdue Investor"	has the meaning ascribed to it in Article 14
"Person"	any corporation, limited liability company, trust, partnership, estate, unincorporated association or other legal entity
"Pre-emption Right"	has the meaning ascribed to it in Article 13.2.3
"Prior Investor"	any Investor in the relevant Category and Class to whom Ordinary Shares have been issued by the SICAR before new Ordinary Shares were issued to Subsequent Investors in such Category and Class
"Private Placement Memorandum"	the private placement memorandum, as supplemented from time to time
"Prohibited Person"	any Person, if in the sole opinion of the General Partner the holding of Ordinary Shares of any Category and Class by such Person (i) may be detrimental to the interests of the existing Shareholders or of the SICAR, (ii) may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or (iii) may expose the SICAR to tax or other regulatory disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred; the term "Prohibited Person" includes any Investor which does not (longer) meet the definition of Eligible Investors as described above
"Proposed Price"	has the meaning ascribed to it in Article 13.2.1
"Proposed Shares"	has the meaning ascribed to it in Article 13.2.1
"Proposed Transfer"	has the meaning ascribed to it in Article 13.1
"Proposed Transferee"	has the meaning ascribed to it in Article 13.2.1
"Proposed Transferor"	has the meaning ascribed to it in Article 13.2.1
"Quilvest Entity"	has the meaning ascribed to it in Article 9.1

"Reference Currency"	the USD with respect to each Category of Class A and D as well as Class C1, C2 and C3; the EUR with respect to each Category of Class B and E as well as Class C4, C5 and C6
"Section"	a Section of the Private Placement Memorandum
"Shareholders"	the holders of the Shares, i.e., the Limited Shareholders and/or the Unlimited Shareholder as the case may be
"Shares"	the shares in the capital of the SICAR, including the Founder Share held by the General Partner and the Ordinary Shares of any Category and Class held by the Limited Shareholders
"Shortfall"	has the meaning ascribed to it in Article 9.1
"SICAR"	means QS GEO PEP II SCA SICAR, a Luxembourg investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) incorporated as a partnership limited by shares (société en commandite par actions)
"Subscription Agreement"	the subscription agreement entered into between an Investor and the SICAR by which: the Investor commits himself inter alia to subscribe for Ordinary Shares of a specific Category and Class for a certain maximum amount, which amount will be payable to such Category and Class in whole or in part against the issue of Ordinary Shares of the relevant Category and Class when the Investor receives a Drawdown Notice; and the SICAR commits itself to issue fully paid-in Ordinary Shares of the relevant Category and Class to the Investor to the extent that the Investor's Commitment is drawn down and paid
"Subsequent Closing"	a Closing Date after the First Closing Date until and including the Final Closing Date
"Subsequent Investor"	an Investor whose Commitment has been accepted at a Subsequent Closing
"Transfer Notice"	has the meaning ascribed to it in Article 13.2.1
"Transfer Price"	has the meaning ascribed to it in Article 14
"Undrawn Commitments"	means the portion of an Investor's Commitment to subscribe for Ordinary Shares of any Category and Class under the relevant Subscription Agreement, which has not yet been drawn down and paid to the relevant Category and Class
"Unlimited Shareholder"	QS GEO S.à r.l. which holds one (1) Founder Share (action de l'actionnaire commandité) and which will be, in its capacity as unlimited shareholder (actionnaire commandité), liable without any limits for any obligations that cannot be met out of the assets of the SICAR
"USD" or "\$"	United States Dollars
"Valuation Day"	30 June and 31 December of each year and such other dates as may be determined from time to time by the General Partner, on which the Net Asset Value is determined in accordance with these Articles of Incorporation and the Private Placement Memorandum

Chapter I. Name, Registered office, Duration, Object

1. Corporate name. The SICAR is hereby formed among the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder, the Limited Shareholders and all persons who may become owners of the Shares, as a Luxembourg partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) under the name of "QS GEO PEP II SCA SICAR".

2. Registered office. The registered office of the SICAR is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

The General Partner is authorised to transfer the registered office of the SICAR within the municipality of the SICAR's registered office.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for the amendments to these Articles of Incorporation.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would interfere with or prevent the normal activity at the registered office of the SICAR, the registered office of the SICAR may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the SICAR's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the General Partner.

3. Duration. The SICAR is established for a limited period of time of twelve (12) years as from the Final Closing Date. This Term may be extended for up to two (2) consecutive additional one-year periods with the prior written approval

of the General Partner. The SICAR may however be terminated earlier in accordance with the provisions of the Private Placement Memorandum and these Articles of Incorporation.

4. Object. The exclusive object of the SICAR is to invest the funds available to it, directly or indirectly, in any kind of investments in risk capital complying with the launching, development or listing objectives within the meaning of article 1 of the 2004 Law and of CSSF Circular 06/241.

The SICAR may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2004 Law.

The investment strategy and criteria of the SICAR shall be more fully described by the General Partner pursuant to Article 18 hereof and shall be disclosed in the Private Placement Memorandum.

Chapter II. Share capital - Shares - Net asset value

5. Share capital - Classes and categories of shares. The initial share capital of the SICAR at the time of incorporation is set at fifty thousand USD (USD 50,000.-) represented by:

(i) one (1) Founder Share without par value, fully paid in and held by the General Partner who, in its capacity as Unlimited Shareholder, is liable without any limits for any obligations of the SICAR which cannot be met out of the SICAR's assets; and

(ii) forty-nine thousand nine hundred and ninety-nine (49,999) Class C Ordinary Shares without par value, fully paid in and held by the Limited Shareholders who are liable only up to their capital contribution.

The minimum share capital of the SICAR shall be, as provided by the 2004 Law, one million Euro (EUR 1,000,000.-) or the equivalent in the relevant currency and must be reached within twelve (12) months after the date on which the SICAR has been authorised by the CSSF as investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque).

The share capital of the SICAR shall at all times be equal to its Net Asset Value as defined in article 14 hereof.

6. Form of shares. The SICAR shall issue Shares in non-certificated registered form only. Ordinary Shares are issued without par value and must be fully paid. Fractions of Ordinary Shares up to two (2) decimal places may be issued and the SICAR will be entitled to receive any related adjustment. All issued registered Shares of the SICAR shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the SICAR or by one or more persons designated thereto by the SICAR, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the SICAR, and the number of registered Shares held by him.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. The SICAR shall not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

Subject to the provisions of Articles 8 and 13, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by any manager of the General Partner or any officer thereof or by any other person duly authorised thereto by the General Partner.

Shareholders shall provide the SICAR with an address to which all notices and communications may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the SICAR may permit a note to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the SICAR, or at such other address as may be so entered into by the SICAR from time to time, until another address shall be provided to the SICAR by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the SICAR at its registered office, or at such other address as may be set by the SICAR from time to time.

The SICAR recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the SICAR. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such Share(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the SICAR reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the SICAR may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

The SICAR may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the distribution and liquidation proceeds of the SICAR on a pro rata basis.

Subject to the provisions of Article 31, payments of distributions, if any, will be made to the relevant Shareholders by bank transfer. However, the general meeting of Shareholders and/or the General Partner (as the case may be) are authorised to make in-kind distributions/payments with respect to annual and interim dividends.

7. Classes and categories of shares. The share capital of the SICAR shall be represented by the following Classes and Categories of Shares:

(i) the Founder Share: the Share subscribed at the time of incorporation of the SICAR by the General Partner as Unlimited Shareholder;

(ii) Class A Ordinary Shares which are reserved to all Eligible Investors making Commitments in USD. Class A Ordinary Shares comprises three Categories, namely:

- Class A1 Ordinary Shares will be issued to any Class A Limited Shareholder whose Commitment amounts to less than USD 5 million;

- Class A2 Ordinary Shares will be issued to any Class A Limited Shareholder whose Commitment amounts to USD 5 million or more, but less than USD 40 million; and

- Class A3 Ordinary Shares will be issued to any Class A Limited Shareholder whose Commitment amounts to USD 40 million or more;

(iii) Class B Ordinary Shares which are reserved to all Eligible Investors making Commitments in EUR.

- Class B Ordinary Shares comprises three Categories, namely:

- Class B1 Ordinary Shares will be issued to any Class B Limited Shareholder whose Commitment amounts to less than EUR 4,300,000.-;

- Class B2 Ordinary Shares will be issued to any Class B Limited Shareholder whose Commitment amounts to EUR 4,300,000.-or more, but less than EUR 34,800,000.-; and

- Class B3 Ordinary Shares will be issued to any Class B Limited Shareholder whose Commitment amounts to EUR 34,800,000.-or more.

(iv) Class C Ordinary Shares which are reserved to the General Partner and/or any other Person which the General Partner designates. The General Partner will have the right to transfer such Class C Ordinary Shares to whom it thinks fit in its absolute discretion. Any other Person holding Class C Ordinary Shares will have the right to transfer said Ordinary Shares subject to the prior written consent of the General Partner. For the avoidance of doubt the transfer limitations contained under Article 10 below shall not apply to Class C Ordinary Shares.

(v) Class D Ordinary Shares which are reserved to all Class A Defaulting Investors holding Ordinary Shares Compulsorily Converted.

(vi) Class E Ordinary Shares which are reserved to all Class B Defaulting Investors holding Ordinary Shares Compulsorily Converted.

(vii) Class F Ordinary Shares which are reserved to Quilvest Entities in the circumstances described under Article 9.1.

The General Partner further retains the discretion to accept Commitments from Investors in a specific Category and Class below the Minimum Commitment thresholds for such Category and Class abovementioned.

The General Partner may, in its discretion and at any time issue Ordinary Shares in different Classes which may carry different rights and obligations inter alia with regard to their distribution policy, their Minimum Commitment and holding amounts or their target investors.

The General Partner may also, in its discretion sub-divide each Class into one or several Category(ies), which may differ inter alia with regard to their distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions, their fee structure, as more fully described in the Private Placement Memorandum.

Those Classes and Categories of Ordinary Shares will be issued in accordance with the requirements of the 2004 Law and the 1915 Law and shall be disclosed in the Private Placement Memorandum.

Shareholders of the same Category and/or Class will be treated equally pro rata to the number of Ordinary Shares held by them.

8. Issue of shares. The Board is authorised, without any limitation, to issue at any time fully paid in Shares with no par value, in any Category and/or Class, without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. No Shares will be issued during any period when the calculation of the Net Asset Value per Ordinary Share in the Class and Category is suspended pursuant to the provisions of Article 16.

The Ordinary Shares will only be issued to Eligible Investors having entered into a Subscription Agreement.

As far as permitted under Luxembourg laws and regulations, any Subscription Agreement may contain specific provisions not contained in the other Subscription Agreements.

The Board may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

The Board may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board may determine to be appropriate) and may fix a minimum commitment amount. The Board may also increase the issue price by any fees and charges as determined by the Board in its discretion and as detailed in the Private Placement Memorandum. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted will be detailed in the Private Placement Memorandum.

Shares of each Class and/or Category will be offered at their respective Issue Price.

Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the Issue Price. The Issue Price must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the Board and described in the Private Placement Memorandum.

The number of Ordinary Shares of any Category or Class issued to any Investor in connection with any Capital Call will be equal to the amount paid by the Investor under the related Drawdown Notice divided, as the case may be, by the Issue Price per Ordinary Shares of the relevant Category and Class.

The General Partner may, at any time and from time to time and in its absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of Shares of any Category and/or Class.

Furthermore, the General Partner may, in its absolute discretion, accept or reject any request for subscriptions for Ordinary Shares of any Category and/or Class.

The General Partner may also restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares of any Category and/or Class by any Prohibited Person as determined by the General Partner or require any subscriber to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not such subscriber is, or will be, a Prohibited Person. The General Partner may decide, in its sole discretion and without having to give any justification, to scale back any Limited Shareholder's Commitment as set forth in such Limited Shareholder's Subscription Agreement and accordingly to accept none or part only of such Limited Shareholder's Commitment by notifying in writing such Limited Shareholder. If the General Partner decides to do so, the number of Ordinary Shares that such Limited Shareholder has committed to subscribe for in its Subscription Agreement and the Shareholder's Commitment shall be reduced accordingly.

9. Capital calls.

9.1 Drawdown Notice, Drawdown Date

Commitments from Investors will be payable, in whole or in part, up to those Investors' Commitment, to the relevant Category and Class on the date specified in any Drawdown Notice sent by the General Partner to the Investors.

The SICAR will commit itself to issue fully paid-in Ordinary Shares of the relevant Category and Class to the Investor to the extent that its Commitment is drawn down and paid in conformity with said Drawdown Notice.

For the avoidance of any doubt, if an Investor has not made any payment upon the execution of its Subscription Agreement, the Undrawn Commitment of such Investor shall, at that time, remain equal to its Commitment.

The General Partner will, at any time before the end of the Commitment Period (or after the end of the Commitment Period but within the limits provided for under Section 12.5 of the Private Placement Memorandum), in its discretion, draw down Commitments from Investors in such instalments as the General Partner considers in its sole discretion will be needed by the SICAR. For the avoidance of any doubt, the General Partner is also entitled to make Capital Calls to pay Formation Expenses, Ongoing Expenses or any other fees and expenses of the SICAR (including, for the avoidance of doubt, the AIFM Fees) and to establish a reserve for working capital purposes.

Capital Calls will usually be made by sending a Drawdown Notice ten (10) calendar days in advance of the Drawdown Date to the relevant Investors. The General Partner may decide to shorten such period in its reasonable discretion, subject to a minimum notice period of five (5) calendar days.

Any Commitment received by the SICAR and expressed in EUR shall be converted into USD for the purpose of determining the USD amount of any investment in any Portfolio Fund or any other liability of the SICAR in order so as to allow Capital Calls to be drawn down from the Shareholders whose Commitments are made in EUR and the Shareholders whose Commitments are made in USD pro rata to their Commitments. The exchange rate to be used for such conversions shall be fixed at 1 EUR for 1.15 USD (the "Fixed Rate"). The USD amount of any Capital Call to be met by Shareholders whose Commitments are made in EUR (as calculated above) will then be reconverted into Euros at the EUR/USD exchange rate applying on the date upon which the corresponding Drawdown Notice is issued and the EUR amount drawn down from such Shareholders.

Each of Class A and Class B Ordinary Shares shall be issued at their respective Issue Price.

Should the Undrawn Commitments for the Class B Limited Shareholders be insufficient (the "Shortfall") due to adverse exchange rate fluctuations during the term of the SICAR, the General Partner may, in its sole discretion and without liability, take one or more of the following actions (generally in the following order) to make up the Shortfall:

- the recycling of Net Proceeds not yet distributed to the Class B Limited Shareholders to cover cash needs in conformity with Section 18.2 of the Private Placement Memorandum; and/or

- the borrowing of cash to cover the Shortfall, subject to a limit for such borrowing of ten (10) per cent of the Commitments made by such Class B Limited Shareholders. The fees and any interests costs of such borrowing will be allocated to the Class B Limited Shareholders and amounts equal to the outstanding debt principal and interest will be withheld directly from future Distributions payable to the relevant Class B Limited Shareholders until such borrowings have been repaid; and/or

- drawing down, with the consent of the individual Class B Limited Shareholders, additional amounts from such Class B Limited Shareholders and increasing their Commitments by the amounts drawn down in order to cover all or part of the remaining Shortfall. By exception to Section 12.6 of the Private Placement Memorandum, any additional Commitment made by one or more Class B Limited Shareholders for the purpose of this paragraph may be accepted by the General Partner, in its sole discretion (subject to it not unreasonably withholding such acceptance), even if such acceptance takes place after the Final Closing Date and no equalization payment shall be payable thereon. Subscriptions of new Class B Ordinary Shares by said existing Class B Limited Shareholders pursuant to this paragraph will be done in conformity with

the applicable provisions of the Private Placement Memorandum. For the avoidance of doubt, any new Ordinary Shares issued following the drawdown of such additional Commitment by an existing Investor will be issued in the same Category and Class as the Category and Class of Ordinary Shares currently held by said existing Investor; and/or

- the subscription, by one or more entities belonging to the Quilvest group (each a "Quilvest Entity"), for Class F Ordinary Shares for any remaining Shortfall, if any, and Class F1, F2 and/or F3 Ordinary Shares will be issued to cover the Shortfall applicable with respect to Class B1, B2 and/or B3 Ordinary Shares respectively. Class F Ordinary Shares will be redeemed in accordance with Section 18.1 of the Private Placement Memorandum.

9.2 Drawn down amounts

At each Capital Call following the acceptance of their Subscription Agreement, Subsequent Investors will have to pay an Equalization Contribution to the relevant Category and Class corresponding to the aggregate percentage of their Commitment that has already been drawn down and paid in by Prior Investors in the same Category and Class, until they have reached such aggregate percentage. Equalization Contributions will be treated for the purposes of Section 18.1(a) of the Private Placement Memorandum as having been paid up at the time such amounts would have been paid had the corresponding Commitments been made at the First Closing Date.

Each Capital Call will be equal to a percentage of each Investor's total Commitment to the relevant Category and Class, adjusted by the Equalization Contribution, such calculation being identical for all Investors of the same Category and Class.

Notwithstanding the above, the General Partner may, with the prior approval of all Shareholders, deviate from the above Capital Call procedures.

9.3 Late Interest

Any Subsequent Investor will have to pay, in addition to its Equalization Contribution, a Late Interest to be paid to the relevant Category or Class of Ordinary Shares.

The Late Interest will be LIBOR three (3) months rate (the rate last published on the First Closing Date) plus five (5) per cent per annum applied on the Equalization Contribution to be paid in by each Subsequent Investor, payable from the date of each relevant previous Capital Call(s) to the date of the corresponding Capital Call.

The relevant Late Interest will be calculated on the basis of the actual number of days elapsed based on a 365 day year.

The Late Interest will only be payable until a Subsequent Investor has paid in the same proportion of the total amount (excluding the Late Interest) as was already paid in by Prior Investors. The Late Interest will be payable in addition to the Commitment of Subsequent Investors.

The amount paid as Late Interest will not be taken into account for the calculation of the Carried Interest.

10. Repurchase of ordinary shares.

10.1 Redemption of Ordinary Shares at Limited Shareholders' Request

The SICAR is closed-ended. Consequently, it does not repurchase its Ordinary Shares upon the request of the Limited Shareholders.

10.2 Compulsory Redemption of Limited Shares

10.2.1 Compulsory Redemption from Prohibited Persons

If the General Partner discovers at any time that Ordinary Shares are owned by a Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other Person, whether directly or indirectly, the General Partner may, in its sole discretion and without liability, compulsorily redeem or compulsorily transfer part or all of the Ordinary Shares owned by such Prohibited Person at their latest available Net Asset Value. In case of compulsory redemption, the payment of the redemption proceeds will be made out of cash amounts available for distribution at the level of the SICAR to Limited Shareholders.

Any taxes, commissions and other fees incurred in connection with the abovementioned compulsory redemption or transfer (including those taxes, commissions and fees incurred in any country in which Ordinary Shares are sold) will be charged by way of a reduction to the price to be paid to the Prohibited Person pursuant to the abovementioned the compulsory redemption or transfer.

For the avoidance of doubt, a compulsory transfer effected pursuant to this Article 10.2.1 shall not be subject to the provisions set out in Article 13.2. Furthermore, Ordinary Shares repurchased by the SICAR may not be reissued and will be cancelled in conformity with applicable law.

10.2.2 Other Compulsory Redemption Possibilities Ordinary Shares may be compulsorily redeemed whenever (i) the General Partner considers this to be in the best interest of the SICAR, and (ii) a Distribution by way of compulsory redemption need to be made pursuant to Section 18.1. of the Private Placement Memorandum, subject to the terms and conditions the General Partner will determine and within the limits set forth by law, the Private Placement Memorandum and these Articles. In particular, Ordinary Shares of any Category and Class may be redeemed at the option of the General Partner, on a pro rata basis among the relevant Limited Shareholders.

Ordinary Shares compulsorily redeemed shall be redeemed at their Net Asset Value calculated on the date specified in the relevant compulsory redemption notice sent by the General Partner.

Payment of the Net Asset Value will be made to Limited Shareholders which are not Prohibited Persons no later than fifteen (15) Bank Business Days from the date on which the compulsory redemption has occurred unless legal constraints,

such as foreign exchange controls or restrictions on capital movements, or other circumstances beyond the control of the General Partner make it impossible or impracticable to transfer the redemption proceed to the country in which said redemption proceed was to be transferred. However, the General Partner reserves the right to postpone the payment of the redemption proceeds for an additional forty (40) Bank Business Days.

Without prejudice of the specific provisions under Section 18.1. of the Private Placement Memorandum regarding the payment of Distributions by way of compulsory redemption, the General Partner may, at its complete discretion but with the consent of the relevant Limited Shareholder, decide to satisfy payment of the redemption price to this Limited Shareholder wholly or partly in specie by allocating to such Limited Shareholder investments from the pool of assets set-up in connection with the SICAR, equal in value as of the date on which the redemption price is calculated, to the value of the Ordinary Shares to be compulsorily redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Limited Shareholders, and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Approved Statutory Auditor. The cost of such transfer shall be borne by the transferee.

11. Pledge of shares. Each Limited Shareholder will agree that it will not pledge or grant a security interest in any of its Ordinary Shares to another Limited Shareholder or to any third party without the prior written approval of the General Partner.

12. Conversion of shares. Conversions from one Category and Class of Ordinary Shares into another Category and Class of Ordinary Shares are not allowed unless otherwise provided for under Article 13.

13. Restrictions on transfer and ownership of shares.

13.1 Transfer of the Founder Share

The transfer restrictions as set forth in this Article 13 shall not apply to the transfers of the Founder Share.

13.2 Transfer of Ordinary Shares

13.2.1 Transfer Notice

In the event that any Limited Shareholder (the "Proposed Transferor") wishes to transfer (the "Proposed Transfer") part or all of its Ordinary Shares (the "Proposed Shares") to a Person (the "Proposed Transferee"), the Proposed Transferor shall be required to give a prior notice no later than thirty (30) Bank Business Days prior to the Proposed Transfer in writing to the General Partner (the "Transfer Notice"). The Transfer Notice shall:

(a) state the name and the address of the Proposed Transferee;

(b) indicate the Proposed Transfer sale price (the "Proposed Price"), the number and Category and Class of Ordinary Shares to be transferred (together with all rights then attached thereto), the amount of the Transferred Undrawn Commitment of the Proposed Transferor, the Proposed Transferor's agent for the sale of the Proposed Shares (if applicable) and other details of the Proposed Transfer as the General Partner may in its absolute discretion determine; and

(c) be counter-signed by the Proposed Transferee.

13.2.2 Transfer to Affiliates and/or Affiliated Trusts Provided that the Proposed Transferor sends a Transfer Notice to the General Partner, any Transfer of Shares to any of the following persons shall not be subject to the Pre-emption Right described under Article 13.2.3:

(a) an Affiliate of this Proposed Transferor; or

(b) a trust which shall hold the Proposed Shares on trust for the sole benefit of the Proposed Transferor (the "Affiliated Trust").

After the Proposed Transfer to an Affiliate or an Affiliated Trust has been effected, if at any time the Proposed Transferee ceases to be an Affiliate or an Affiliated Trust of the Proposed Transferor, then the Proposed Transferee shall transfer all of the Proposed Shares in the SICAR back to the Proposed Transferor, an Affiliate of the Proposed Transferor or an Affiliated Trust of the Proposed Transferor as soon as reasonably possible.

13.2.3 Limited Shareholders' Pre-emption Right

Upon receipt of a Transfer Notice where the Proposed Transferee is not an Affiliate or an Affiliated Trust, the General Partner, acting in relation to the SICAR, shall have the right to purchase all but not some only of the Proposed Shares or to designate a Person which shall purchase all but not some only of the Proposed Shares from the Proposed Transferor at the Proposed Price (the "Pre-emption Right").

For the avoidance of doubt Proposed Shares repurchased by the General Partner, acting in relation to the SICAR, may not be reissued and will be cancelled in conformity with applicable law. The General Partner, acting in relation to the SICAR, shall have a period of thirty (30) Bank Business Days from receipt of the Transfer Notice to inform that Proposed Transferor whether or not the Pre-emption Right will be exercised. If neither the General Partner nor the other Limited Shareholders of the same Category and Class (the "Beneficiary Shareholders") elect to exercise said Pre-emption Right or if the General Partner fails to respond within such period, said Pre-emption Right shall lapse and the Proposed Transfer will proceed subject to General Partner right of refusal described below.

Within ten (10) Bank Business Days from receipt of the Transfer Notice, should the General Partner, acting in relation to the SICAR, decide not to use the Pre-emption Right, the General Partner shall notify the Beneficiary Shareholders of

the Proposed Transfer in writing (the "General Partner Notice"), specifying the information provided in the Transfer Notice.

Upon receipt of the General Partner Notice, the Beneficiary Shareholders shall have the right, between them, to purchase all but not some only of the Proposed Shares at the Proposed Price and on terms and conditions no less favourable than those contained in the Transfer Notice, exercisable within fifteen (15) Bank Business Days following the sending of the General Partner Notice.

At the end of the reflection period following the General Partner Notice, if one or more of the Beneficiary Shareholders notifies the General Partner in writing of its intention to purchase all but not part only of the Proposed Shares, the General Partner shall inform the Proposed Transferor as soon as possible, by registered letter with return receipt requested, of the number of Beneficiary Shareholders interested in the Proposed Shares. In case of plurality of Beneficiary Shareholders interested, the Proposed Shares shall be allocated amongst said Beneficiary Shareholders pro rata the number of Ordinary Shares held by them at the end of the reflection period (as nearly as may be possible without involving fractions of Ordinary Shares).

13.2.4 General Partner Right of Refusal Notwithstanding anything to the contrary under this Article 13, the General Partner shall have the right to refuse a Proposed Transferee and notify the Proposed Transferor, within a period of thirty (30) Bank Business Days from the receipt of the Transfer Notice, of its refusal decision. The General Partner may withhold its consent for any reasonable reasons including, but without limitation, those referred to below:

- if the General Partner considers that the transfer would or could adversely affect the SICAR or the General Partner (or any Affiliate thereof) to any charge or taxation to which it would not otherwise be subject;
- if the General Partner considers that the effect of such transfer of Ordinary Shares will result in a violation of Luxembourg laws and regulations including without limitation the 2004 Law;
- if the General Partner considers that the transfer would violate any other applicable laws or regulations or any term or provision of these Articles of Incorporation and Private Placement Memorandum, or if the General Partner considers that the proposed transferee will be unable to meet its obligations hereunder; and/or
- if the transferee is not an Eligible Investor.

14. Default provisions. If an Investor or Limited Shareholder fails to pay any amount on its Undrawn Commitments (i) pursuant to a Drawdown Notice by the Drawdown Date as set out in such Drawdown Notice, or (ii) due and payable by said Investor or Limited Shareholder pursuant to its Subscription Agreement or to any transfer agreement signed by it in relation to the transfer of Ordinary Shares to it, any such unpaid amount shall automatically bear interest with effect from the Drawdown Date until payment in full at the rate of LIBOR three months rate (established on the Drawdown Date) plus eight (8) per cent per annum (the "Accrued Interest"). Such an Investor or Limited Shareholder will be deemed to be overdue (an "Overdue Investor").

If payment of any amounts so due is not made at the latest on expiry of a period of thirty (30) calendar days following service of a notice by the General Partner requiring the Overdue Investor to pay the amount due plus the Accrued Interest, then such Overdue Investor will be deemed a defaulting investor (a "Defaulting Investor").

Any Defaulting Investor having a seat on an Investor Advisory Committee will automatically cease to be a member of such Investor Advisory Committee once said member, or the Investor represented, is deemed a Defaulting Investor.

The General Partner may, in its discretion, take any one or more of the following actions in relation to a Defaulting Investor:

- Compulsory transfer:

The General Partner may identify one or more purchasers (including the General Partner itself or any Affiliate thereof) who are desirous to purchase the Ordinary Shares already held by the Defaulting Investor from the Defaulting Investor at a price per Ordinary Share (the "Transfer Price") determined as follows:

- where the Defaulting Investor has contributed fifteen (15) per cent or less of its Commitment to the relevant Category and Class, the Transfer Price for the aggregate amount of Ordinary Shares compulsorily transferred will be one USD (\$1.00.-);

- where the Defaulting Investor has contributed more than fifteen (15) per cent but not more than fifty (50) per cent of its Commitment to the relevant Category and Class, the Transfer Price will be the lesser of thirty (30) per cent of: (i) the Defaulting Investor's Net Defaulted Contribution; and (ii) the Net Defaulted Value of the Defaulting Investor's relevant Ordinary Share at the date of default, subject in each case to a minimum Transfer Price for the aggregate amount of Ordinary Shares compulsorily transferred of one USD (\$1.00.-);

- where the Defaulting Investor has contributed more than fifty (50) per cent of its Commitment to the relevant Category and Class, the Transfer Price will be equal to the lesser of fifty (50) per cent of: (i) the Defaulting Investor's Net Defaulted Contribution; and (ii) the Net Defaulted Value of the Defaulting Investor's relevant Ordinary Share at the date of default, subject in each case to a minimum Transfer Price for the aggregate amount of Ordinary Shares compulsorily transferred of one USD (\$1.00.-).

The General Partner shall be authorized, as attorney for the Defaulting Investor, to take all such actions as the General Partner may consider necessary or desirable in order to compulsorily transfer the Defaulting Investor's Ordinary Shares.

The Defaulting Investor shall be liable to pay to the SICAR the following amounts which will be deducted from the Transfer Price payable to the Defaulting Investor: (i) any costs or expenses (including any taxes and legal fees) incurred by the SICAR, the General Partner or their Affiliates in relation to dealing with the Defaulting Investor, (ii) any costs (including interest costs) incurred directly or indirectly as a result of any borrowings entered into in relation to the SICAR to cover any shortfall which results from the actions of the Defaulting Investor, and (iii) any outstanding Accrued Interest, save that the maximum aggregate deduction for costs falling within (i), (ii) or (iii) shall be equal to twenty (20) per cent of the Defaulting Investor's Commitment.

Any purchaser acquiring Ordinary Shares from the Defaulting Investor shall be obliged to meet the Defaulting Investor's Undrawn Commitment (or where it is only purchasing a proportion of the Defaulting Investor's Ordinary Shares, such proportion of its Undrawn Commitment).

- Compulsory conversion

The General Partner may (i) compulsorily convert all Ordinary Shares of the Defaulting Investor into a Category and Class of Ordinary Shares reserved for Defaulting Investors (the "Ordinary Shares Compulsorily Converted") as further described below, and (ii) terminate the Defaulting Investor's Undrawn Commitment. Class D and Class E Ordinary Shares will be issued, respectively, to Class A and Class B Defaulting Investors where a compulsory conversion is decided upon by the General Partner.

Notwithstanding to the contrary in these Articles of Incorporation or in the Private Placement Memorandum, Class D and Class E Ordinary Shares will not have any voting right.

Class D Ordinary Shares may comprise one or more of the following three Categories, namely:

- Class D1 Ordinary Shares will be issued to any Class D Limited Shareholder whose Class A1 Ordinary Shares have been compulsorily converted;

- Class D2 Ordinary Shares will be issued to any Class D Limited Shareholder whose Class A2 Ordinary Shares have been compulsorily converted; and

- Class D3 Ordinary Shares will be issued to any Class D Limited Shareholder whose Class A3 Ordinary Shares have been compulsorily converted.

- Class E Ordinary Shares may comprise one or more of the following three Categories, namely:

- Class E1 Ordinary Shares will be issued to any Class E Limited Shareholder whose Class B1 Ordinary Shares have been compulsorily converted;

- Class E2 Ordinary Shares will be issued to any Class E Limited Shareholder whose Class B2 Ordinary Shares have been compulsorily converted; and

- Class E3 Ordinary Shares will be issued to any Class E Limited Shareholder whose Class B3 Ordinary Shares have been compulsorily converted.

The General Partner may also suspend the right to receive any distribution of any kind for any Ordinary Shares Compulsorily Converted within the limits provided for in the Private Placement Memorandum. Class D and Class E Ordinary Shares shall have no voting rights.

- Other remedies

The General Partner may reduce or terminate the Defaulting Investor's Undrawn Commitment and/or exercise any other remedy available under applicable law.

A Defaulting Investor shall be discharged from all obligations to the SICAR following the compulsory transfer or compulsory redemption of its Ordinary Shares as abovementioned.

The Investors acknowledge and agree that no course of dealing between the SICAR, its General Partner, their Affiliates and the Defaulting Investor and no delay in exercising any right, power or remedy conferred to the General Partner under this Article 14 shall operate as a waiver or otherwise prejudice any such right, power or remedy. In addition the General Partner, acting as general partner of the SICAR, may, in its discretion, institute a legal action against Defaulting Investors for specific performance of their obligations to make the payments under the Drawdown Notice and any other payment to be made by Investors pursuant to this Article 14 Each Investor agrees that, should it become a Defaulting Investor, it will pay on demand all costs and expenses (including lawyers' fees) incurred by or on behalf of the SICAR in connection with the enforcement of this Article 14 against such Defaulting Investor. The payment of such cost and expenses shall not constitute a discharge under the Commitment.

Non-defaulting Limited Shareholders may be delivered an additional Drawdown Notice to make up any shortfall of a Defaulting Investor (not to exceed each Limited Shareholder's Undrawn Commitment).

15. Calculation of the net asset value per ordinary share. The Net Asset Value per Ordinary Share of each Category and Class will be calculated by the Central Administration Agent under the prime responsibility of the alternative investment fund manager with respect to each Valuation Day in accordance with Luxembourg law, LuxGAAP.

The Net Asset Value per Ordinary Share of each Category and Class will be expressed in the Reference Currency.

The Net Asset Value per Ordinary Share will be rounded down to two (2) decimal places.

The Net Asset Value per Ordinary Share of each Category and Class on any Valuation Day is determined by dividing (i) the net assets of the SICAR attributable to such Category and Class, being the value of the portion of the SICAR's

gross assets less the portion of SICAR's liabilities attributable to such Category and Class, on such Valuation Day, by (ii) the number of Ordinary Shares of such Category and Class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 15 are rules for determining the Net Asset Value per Ordinary Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the SICAR or any Ordinary Shares issued by the SICAR.

The net assets of the SICAR will be expressed in USD.

In determining the Net Asset Value per Ordinary Share, income and expenditure are treated as accruing daily.

The SICAR's assets are valued on the basis of their fair value.

The calculation of the Net Asset Value per Ordinary Share of each Category and Class will be made in the following manner:

15.1 Assets of the SICAR

The assets of the SICAR shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds from securities sold or any other assets sold but not delivered);
- all bonds, time notes, certificates of deposit, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the SICAR;
- all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the SICAR to the extent information thereon is reasonably available to the SICAR;
- all interest accrued on any interest bearing assets owned by the SICAR, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- the formation expenses of the SICAR insofar as the same have not been fully amortized; and
- all other assets of any kind and nature, including prepaid expenses and proceeds from swap transaction.

The value of the SICAR's assets shall be determined as follows:

- the shares, units or interests which are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the last available price on the stock exchange, which is normally the principal market for such assets;
- the shares, units or interests which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated market will be valued using a valuation technique in accordance with the principles and guidelines of the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV guidelines)
- the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as the alternative investment fund manager or, if applicable, the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- all other securities, interests and other assets, including debt securities and securities or interests for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the General Partner or, to the extent such prices are not deemed to be representative of market values, such securities and other assets will be valued by the General Partner at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the alternative investment fund manager or the General Partner. Money market instruments held by the SICAR with a remaining maturity of less than one year will be valued by the amortized cost method, which approximates market value.

The General Partner or the alternative investment fund manager may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the SICAR. This method will then be applied in a consistent way. The Central Administration Agent can rely on such deviations as approved by the SICAR for the purpose of the Net Asset Value calculation.

In addition to what may be provided for in that respect in these Articles of Incorporation, the valuation of the SICAR's assets and the calculation of the Net Asset Value per share shall be governed by the rules contained in the relevant applicable Luxembourg laws and regulations as well as by all other rules, policies and procedures determined from time to time by the General Partner and/or the alternative investment fund manager to the extent that such other rules, policies and procedures comply and remain consistent with these Articles of Incorporation and applicable Luxembourg laws and regulations. Where it is mandatory to convey such information to Investors, information regarding (i) the rules applicable to the valuation of the SICAR's assets and the calculation of the Net Asset Value per share and (ii) any valuation and calculation may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 38 of these Articles of Incorporation; it being understood that availability or disclosure of any information regarding asset valuation and calculation of the Net Asset Value may be restricted to the largest extent authorized by applicable laws and regulations.

15.2 Liabilities of the SICAR

The liabilities of the SICAR shall include:

- all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- all accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, advisory fees, including incentive fees, if any, custody fees, transfer agency fees and central administration fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers);
- all known liabilities, including all matured contractual obligations for payments of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the SICAR, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- an appropriate provision for taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the SICAR, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the alternative investment fund manager or, if applicable, the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the SICAR;
- all other liabilities of the SICAR of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law. In determining the amount of such liabilities the SICAR shall take into account all expenses payable by the SICAR and may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods.

For the purpose of Sections 15.1 and 15.2,

- Ordinary Shares to be issued by the SICAR will be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the SICAR the price therefore will be deemed to be an asset of the SICAR;
 - Ordinary Shares of the SICAR to be redeemed (if any) will be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the SICAR the price therefore will be deemed to be a liability of the SICAR;
 - all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the Accounting Currency will be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value per Ordinary Share. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the alternative investment fund manager or, if applicable, the General Partner; and
 - where on any Valuation Day the SICAR has contracted to:
 - * purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset will be shown as a liability of the SICAR and the value of the asset to be acquired will be shown as an asset of the SICAR;
 - * sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset will be shown as an asset of the SICAR and the asset to be delivered by the SICAR will not be included in the assets of the SICAR;
- provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value will be estimated by the General Partner.

16. Suspension of the calculation of the net asset value per ordinary share, of the issue and the redemption of shares. The General Partner or any of its agents may temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value of Shares where:

- the Net Asset Value of a substantial portion of the underlying Portfolio Funds are themselves suspended or cannot be determined accurately so as to reflect the value of the assets of the underlying Portfolio Funds as at the Valuation Day;
- any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the SICARs' investments are quoted is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;
- the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of SICAR's assets would be impracticable;
- any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the SICAR's investments or the current prices on any market or stock exchange; or
- any period when the SICAR is unable to repatriate funds or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange.

No issue or redemption of Shares will take place during any period when the calculation of the Net Asset Value is suspended. Notice of any suspension will be given to Shareholders, if, according to the General Partner, the suspension will exceed eight (8) calendar days.

Chapter III. Administration and supervision

17. Determination of the general partner. The SICAR shall be managed by QS GEO S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), in its capacity as Unlimited Shareholder of the SICAR.

The General Partner may be removed for Cause, following a final decision by a Luxembourg Court, by a resolution of the general meeting of Shareholders taken pursuant to the quorum and majorities required to amend these Articles of Incorporation. For the avoidance of doubt, the approval of the General Partner is not required, to validly decide on its removal for Cause.

The General Partner may be removed at any time without Cause by means of a resolution of the general meeting of the Shareholders taken pursuant to the quorum and majorities required to amend these Articles of Incorporation, such decision requiring the approval of the General Partner.

Upon the removal of the General Partner, a new general partner of the SICAR will be appointed by decision of the general meeting of Shareholders taken pursuant to the quorum and majorities required to amend these Articles of Incorporation.

18. Powers of the general partner. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the SICAR's corporate objectives, including all acts of administration and disposition in the SICAR's interest.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner or of any of its agents as further detailed in the present Article. The Limited Shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the SICAR.

19. Representation of the SICAR. The SICAR will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the individual signature of anyone of the Manager(s) or by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by anyone of the Managers. No Limited Shareholder shall represent the SICAR.

20. Liability of the general partner and the limited shareholders. The General Partner shall be liable with the SICAR for all debts and losses, which cannot be recovered out of the SICAR's assets. The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the SICAR in any manner or capacity whatsoever except when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders and shall be liable to the extent of their contributions to the SICAR.

21. Delegation of powers; Agents of the general partner. The General Partner may, at any time, appoint officers or agents of the SICAR as required for the affairs and management of the SICAR, provided that the Limited Shareholders cannot act on behalf of the SICAR without losing the benefit of their limited liability. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

The General Partner will determine any such investment adviser's, subinvestment advisers', officer's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. The General Partner may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

The General Partner may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board of managers of the General Partner or not) as it thinks fit.

The General Partner may also appoint an investment adviser. The SICAR may enter into an agreement with an alternative investment fund manager authorized under AIFMD and the AIFM Law, pursuant to which the latter shall be appointed as the designated alternative investment fund manager of the SICAR and shall provide the SICAR with all or certain of the services set out under annex I of Directive 2011/61/EU. Alternatively, the SICAR may also elect to qualify as an internally-managed alternative investment fund under Directive 2011/61/EU.

22. Indemnification. Neither the General Partner, nor any of its Affiliates, shareholders, officers, directors/managers, members, employees, consultants, partners, agents and representatives nor any of their respective Affiliates (collectively, the "Indemnified Parties") will have any liability, responsibility or accountability in damages or otherwise to any Shareholder, and the SICAR agrees to indemnify, pay, protect and hold harmless each Indemnified Party from and against, any and all liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgments, suits, proceedings, costs, expenses and disbursements of any kind or nature whatsoever (including, without limitation, all reasonable costs and expenses of attorneys, defence, appeal and settlement of any and all suits, actions or proceedings instituted or threatened against the Indemnified Parties or the SICAR) and all costs of investigation in connection therewith which may be imposed on, incurred by, or asserted against the Indemnified Parties or the SICAR or in any way relating to or arising out of, or alleged to relate to or arise out of, any action or inaction on the part of the SICAR, on the part of the Indemnified Parties when acting on behalf of the SICAR or on the part of any agents when acting on behalf of the SICAR; provided that the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder of the SICAR will be liable, responsible and accountable for and will indemnify, pay, protect and hold harmless the SICAR from and against, and the SICAR will not be liable to the General Partner for, any portion of such liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgments, suits, proceedings, costs, expenses or disbursements of any kind or nature whatsoever (including, without limitation, all reasonable costs and expenses of attorneys, defence, appeal and settlement of any and all suits, actions or proceedings instituted or threatened against the SICAR and all costs of investigation in connection therewith asserted against the SICAR) which result from the General Partner's fraud, gross negligence or wilful misconduct. In any action, suit or proceeding against the SICAR, or any Indemnified Party relating to or arising, or alleged to relate to or arise, out of any such action or non-action, the Indemnified

Parties will have the right to jointly employ, at the expense of the SICAR, counsel of the Indemnified Parties' choice, which counsel will be reasonably satisfactory to the SICAR, in such action, suit or proceeding. If joint counsel is so retained, an Indemnified Party may nonetheless employ separate counsel, but at such Indemnified Party's own expense.

If an Indemnified Party is determined to have committed fraud, gross negligence or wilful misconduct, it will then have to reimburse all the expenses paid by the SICAR on its behalf under the preceding paragraph.

23. Conflict of interest. The SICAR will enter into all transactions on an arm's length basis.

In the event that the SICAR is presented with an investment proposal involving assets owned (in whole or in part) by a Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager, any Affiliate thereof or any entity affiliated to the Quilvest group, or with an investment proposal advised by a Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager, any Affiliate thereof or any entity affiliated to the Quilvest group, or involving any company whose shares are held by, or which has borrowed funds from a Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager, any Affiliate thereof or any entity affiliated to the Quilvest group, including any company managed, advised, or promoted by a Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager, any Affiliates thereof or any entity affiliated to the Quilvest group, the Shareholder, shareholder of the General Partner, Manager, any Affiliates thereof or any entity affiliated to the Quilvest group as applicable, will fully disclose this conflict of interests to the General Partner who will make a decision on such investment.

According to the general principles of Luxembourg law, such decision will be made by the General Partner with loyalty, honesty and good faith provided that the General Partner and its Managers will always act and enter into transactions bona fide on an arm's length basis in what they consider to be the best interest of the SICAR (and not the interest of a given Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager or any Affiliate thereof).

For the avoidance of doubt, no contract or other transaction between the SICAR and any other company or firm will be affected or invalidated by the fact that any one or more of the General Partner or the Managers is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any of the General Partner or the Managers who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the SICAR will contract or otherwise engage in business will not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

24. Investment committee. The alternative investment fund manager may form an internal investment committee (the "Investment Committee"), whose role will be to supervise all investment activities to be carried out by the alternative investment fund manager in connection with the SICAR.

25. Investor advisory committee. The General Partner may, at any time and in its absolute discretion, establish an investor advisory committee (the "Investor Advisory Committee"), comprised of a limited number of representatives of a specific Class of Limited Shareholders selected by the General Partner. The General Partner may request from the Investor Advisory Committee to provide the General Partner with specific advice on questions dealing, inter alia, with the review and resolution of potential conflicts of interest referred to it by the General Partner and to review any changes proposed to the SICAR's investment strategy and investment criteria. For the avoidance of doubt, any advice provided by an Investor Advisory Committee will not be binding on the General Partner.

26. Investment policies and restrictions. In addition to what may be provided for in that respect in these Articles of Incorporation and/or in applicable Luxembourg laws and regulations, the SICAR's investment objectives, strategies, policies and risks, including (i) how the SICAR's assets may be invested and in which assets the SICAR may invest and (ii) any applicable investment limits and restrictions, shall be freely determined from time to time by the General Partner and/or its alternative investment fund manager, to the extent that such investment objectives, strategies, policies and risks comply and remain consistent with these Articles of Incorporation and applicable Luxembourg laws and regulations.

Where it is mandatory to convey such information to investors, information regarding the SICAR's investment objectives, strategies, policies and risks may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 38 of these Articles of Incorporation it being understood that availability or disclosure of any information regarding the SICAR's investment objectives, strategies, policies and risks may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

27. Auditors. The accounting data related in the annual report of the SICAR shall be examined by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the SICAR. The Approved Statutory Auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2004 Law.

Chapter IV. General meetings - Accounting year - Distributions

28. General meetings of shareholders of the SICAR. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the SICAR will represent the entire body of Shareholders of the SICAR. The general meeting of the Shareholders will deliberate only on the matters, which are not reserved to the General Partner by these Articles of Incorporation or by law.

General meetings of Shareholders will be called by the General Partner, or by Shareholders holding a minimum of ten (10) per cent of the SICAR's share capital.

The annual general meeting of Shareholders will be held at the SICAR's registered office or at any other location in the City of Luxembourg on the first Thursday of the month of May (unless such date falls on a legal bank holiday, in which case on the next Bank Business Day) at 2 p.m. The first annual general meeting of Shareholders will be held in 2012.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective convening notices.

Notices of all general meetings will be sent by registered mail by the Central Administration Agent to all Shareholders at their registered address at least eight (8) calendar days prior to such meeting. Such notices will indicate the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto, will contain the agenda and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities at such meeting. To the extent required by Luxembourg law, further notices will be published in the Mémorial and in one Luxembourg newspaper.

The giving of such notice to registered Shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Board may prepare a supplementary agenda.

If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters. Without prejudice to the relevant provisions under Article 14, Each Share of whatever Category and/or Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission, such person need not be a Shareholder and who may be a Manager of the SICAR's General Partner.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

As far as permitted by the 1915 Law and these Articles of Incorporation, no decision of the general meeting of Shareholders will be validly taken without the prior approval of the General Partner.

Any decision to voluntarily withdraw the status of the SICAR as a société d'investissement en capital à risque will require the prior written approval of the CSSF and the unanimous approval of all Shareholders.

29. General meetings of shareholders of a class and category of shares. The Shareholders of a Category and Class may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Category and Class.

The provisions of Article 28, paragraphs 1, 2, 5, 6, 7, 8 and 9 shall apply mutatis mutandis to such general meetings.

Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission to another person who needs not be a Shareholder and may be a Manager of the SICAR's General Partner.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Category and Class are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Any resolution of the general meeting of Shareholders of the SICAR, affecting the rights of the Shareholders of any Category and Class vis-à-vis the rights of the Shareholders of any other Category and Class, shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Category and Class in compliance with the 1915 Law.

30. Accounting year. The accounting year of the SICAR shall commence on the first day of January of each year and shall end on the thirty-first day of December of the same year.

31. Distributions. The right to distributions and the rights to capital reimbursement of each Class of Shares are determined by the General Partner in accordance with the provisions of the Private Placement Memorandum. No distribution can take place if, following this distribution, the capital of the SICAR would fall below the minimum capital provided for by law.

Chapter V. Final provisions

32. Depositary. To the extent required by law, the SICAR shall enter into a depositary agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector (herein referred to as the "Depositary").

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2004 Law and the AIFM Law.

If the Depositary desires to withdraw from the depositary agreement, the Board shall use its best endeavours to find another bank to be depositary in place of the withdrawing Depositary, and the Board shall appoint such bank as depositary of the SICAR's assets. The Board may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

The Depositary of the SICAR may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second

paragraph of Article 19(11) of the AIFM Law, the Articles of Incorporation expressly allow for such a discharge under the conditions set out in Article 19(14) of the AIFM Law. The SICAR hereby expressly allows its General Partner to grant such a discharge and, more generally allows for any discharge by the Depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the AIFM Law.

Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 38 of these Articles of Incorporation; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depositary of its liability may be restricted to the largest extent authorized by applicable laws and regulations.

33. Dissolution of the SICAR. The SICAR will be dissolved automatically at arrival of its term as may be extended in conformity with Article 3.

Furthermore, the SICAR may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to (i) the approval of the General Partner; and (ii) the quorum and majority requirements referred to in Article 35.

The SICAR shall not be dissolved in the case of the General Partner's legal incapacity, dissolution, resignation, retirement, insolvency or bankruptcy or for any other reason provided under applicable law where it is impossible for the General Partner to act.

In the cases mentioned under the preceding paragraph, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted in the manner required to amend these Articles of Incorporation, subject to prior CSSF approval.

The issue of new Shares by the SICAR shall cease on the date of publication of the notice of the general meeting of Shareholders, to which the dissolution and liquidation of the SICAR shall be proposed.

34. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and the compensation, subject to the supervision of the relevant supervisory authority in the best interests of the Shareholders. The proceeds of the liquidation of the SICAR, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of Shares in each Category and/or Class in accordance with their respective rights. The amounts not claimed by Shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse de Consignations in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

35. Amendments to the articles of incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the 1915 Law and with the prior approval of the General Partner (except in the case provided for under Article 17). Each amendments to these Articles of Incorporation entailing a variation of rights of a Class of Shares must be approved by a resolution of the general meeting of Shareholders and of a separate meeting of the Shareholders of the relevant Class of Shares and with the prior approval of the General Partner (except in the case provided for under Article 16).

36. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2004 Law and the AIFM Law.

37. Preferential treatment of investors. Any prospective or existing shareholder ("Investor") may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in, applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no sidepocketing, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the SICAR's portfolio or of the SICAR's or its alternative investment fund manager's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the SICAR to Investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the SICAR's or its alternative investment fund manager's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the SICAR's or its alternative investment fund manager's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles of Incorporation or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of the SICAR and/or its alternative investment fund manager.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the SICAR, (ii) of the type of category, nature, specificity or any feature of the Investor or Investors, (iii) of the involvement in, or participation to, the SICAR's or its alternative investment fund

manager's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles of Incorporation or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the SICAR and/or its alternative investment fund manager.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category of class of shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles of Incorporation or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the SICAR and/or its alternative investment fund manager.

Whenever an Investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the SICAR or its alternative investment fund manager, as well as any material change to this information, must be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 38 of these Articles of Incorporation; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorized by applicable laws and regulations.

38. Investor's information. Any information or document that the SICAR or its alternative investment fund manager must or wishes to disclose or be made available to some or all of the Investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned Investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the SICAR's sales documents, offering or marketing documentation (ii) subscription redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message, (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the SICAR's periodic report, (vii) the SICAR's, alternative investment fund manager's or any third party's registered office, (viii) a third party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the SICAR or its alternative investment fund manager to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles of Incorporation and applicable Luxembourg laws and regulations.

The SICAR or its alternative investment fund manager may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the SICAR's sales document or at the SICAR's or alternative investment fund manager's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the SICAR, an Investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this Investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the SICAR, an Investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the AIFM Law may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the SICAR's sales documents or at the SICAR's or alternative investment fund manager's registered office.

This resolution has been taken by:

all votes FOR, and
no vote AGAINST and
no ABSTENTION.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English only in accordance with Article 26 (2) of the 2010 Law.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the parties appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: J. ORSINET, L. PENIN, S. ERRICO, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 26 février 2015. Relation: EAC/2015/4596. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015035978/1068.

(150040127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

SolaireHolding Ghana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 188.376.

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour de janvier.

Par-devant nous Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Solairedirect Investment Management S.A., une société anonyme constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 167.091, («l'Actionnaire Unique»)

en sa qualité d'associé unique de SolaireHolding Ghana SA, une société anonyme constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 188.376, constituée suivant acte de Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, du 4 juillet 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 6 septembre 2014, n° 2400 dont les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution (la «Société»),

ici représentée par deux administrateurs Monsieur Adrien ROLLE, demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, et la société Solairedirect SA, ici représenté par son représentant permanent Monsieur Jean-Pascal PHAM-BA, demeurant professionnellement au 18, rue Quatre-Septembre, F-75002 Paris.

L'Actionnaire Unique a reconnu être pleinement informé des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Changement de l'année sociale de la Société en "L'année sociale commence le 1^{er} avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante." et modification subséquente de l'article 15 des statuts de la Société;

2 Modification de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires et modification de l'article 8, premier alinéa, des statuts de la Société.

3 Nomination de Monsieur Gilles BRUNSCHWICK, en tant que nouvel administrateur de la Société;

4 Divers.

L'Actionnaire Unique a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique a décidé de modifier l'année sociale de la Société afin qu'elle débute le premier jour du mois d'avril de chaque année et se termine le dernier jour du mois de mars de l'année suivante.

L'Actionnaire Unique décide de clôturer l'année sociale en cours au 31 mars 2015 et en conséquence une nouvelle année sociale commencera le 1^{er} avril 2015 et se terminera le 31 mars 2016.

Afin de mettre les statuts en concordance avec la modification qui précède, l'Actionnaire Unique décide de modifier l'article 15 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 15. «L'année sociale commence le 1^{er} avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.»

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide de modifier la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires afin qu'elle se tienne le deuxième vendredi du mois de juillet à 15.30 heures.

L'Associé Unique décide de modifier l'article 8, premier alinéa, des statuts de la Société, qui sera dorénavant rédigé comme suit:

Art. 8. (premier alinéa). «L'assemblée générale se réunit dans la commune du siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le deuxième vendredi du mois de juillet à 15.30 heures.»

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique décide de nommer en tant que nouvel administrateur:

- Monsieur Gilles BRUNSCHWICK, né le 3 mai 1967 à Paris, demeurant à F-92300 Levallois-Perret, 22, rue Chaptal.

La durée du mandat du nouvel administrateur, prénommé, prendra fin lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020, à moins qu'une assemblée générale des actionnaires n'en décide autrement.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: A. ROLLE, J.-P. PHAM-BA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 26 janvier 2015. Relation: DAC/2015/1351. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 30 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017644/62.

(150020031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Moreton Sicav-Fis, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2954 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 138.160.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FOURTEEN, ON THE SEVENTEEN OF NOVEMBER,
Before Maître KESSELER, notary residing in 5, rue Zénon Bernard L-4030 ESCH-SUR-ALZETTE.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of MORETON SICAV-FIS S.A., a specialised investment fund incorporated under the form of a société anonyme, having its registered office at 1, place de Metz, L-2954 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registry of Commerce and Companies under the number B 138.160, and incorporated by a deed of notary Alex WEBER, notary residing in Luxembourg, on April 11th, 2008, published in the Mémorial C, Recueil Sociétés et Association under the number 1249 on May 22th, 2008 (the "Company").

The Meeting was presided by Luc COURTOIS, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Peik HEIRMAN, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Oriana MAGNANO, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the undersigned notary to record:

1. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of shares held by them are entered on an attendance list attached to these minutes and duly signed by the attending shareholders or their representatives respectively. The proxies of the represented shareholders are initialled by the members of the bureau of the Meeting. The attendance list as well as the proxies of the represented shareholders signed "ne varietur" will remain annexed to this deed and will be registered with the deed.

2. That it appears from the attendance list, that 14,132.27 shares of the Company with no par value representing 58.32% of the variable capital of the Company are present or represented at the present Meeting, so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda provided to the shareholders.

3. That the shareholders have been duly informed of the present Meeting and related agenda and have been duly convened to attend the present Meeting.

4. That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Insertion of a new paragraph at the end of Article 11. - Restrictions on Ownership of shares of the articles of incorporation, to be read as follows:

"In addition, the issue, sale and transfer of the shares to the following individuals or legal entities are prohibited:

1. Specified U.S. Persons;
 2. Non Participating Foreign Financial Institutions;
 3. Passive NFFEs with one or more substantial U.S. Owners or U.S. Controlling Persons;
- as such terms are defined under FATCA.

The above restriction does not apply when the shares are sold through a distributor that is acting as nominee provided such distributor qualifies as:

1. a Reporting Foreign Financial Institution under the Lux IGA;
2. a Non Reporting Foreign Financial Institution under the Lux IGA;
3. a Participating Foreign Financial Institution;
4. a Registered Deemed Compliant Foreign Financial Institution;
5. a Non Registering Local Bank; or
6. a Restricted Distributor

as such terms are defined under FATCA or the Lux IGA.

In application of Annex II section IV E 5 of the Lux IGA, each distributor as referred to in the paragraph above is required to notify the Board of Directors of a change in its FATCA Chapter 4 status within 90 day of the change. In case such a distributor ceases to qualify as a nominee compliant with FATCA under the Restricted Fund rules as defined under FATCA, the Board of Directors shall terminate the distribution agreement with such a distributor within 90 days of notification of the nominee's change in its FATCA Chapter 4 status and the shares issued to the nominee will be compulsory redeemed pursuant to the paragraph below or transferred to another FATCA compliant nominee within six months of the nominee's change of FATCA Chapter 4 status.

When the Board of Directors or its agents discover that a shareholder of the Company qualifies as one of the above mentioned persons, the Board of Directors shall compulsory redeem the shares of such shareholder in compliance with the present Article within six months of the discover of the status of such shareholder under FATCA.

For the purpose of the present Article, the term "FATCA" shall refer to the provisions commonly known as the Foreign Account Tax Compliance Act enacted by the United States of America. The term "Lux IGA" shall refer to the intergovernmental agreement model 1 entered into by the United States of America and the Grand Duchy of Luxembourg on March 28, 2014."

2. Decision not to translate into French the articles of incorporation from now on, in compliance with article 26 (2) of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds.

First resolution

1. The shareholders decided to insert a new paragraph at the end of Article 11-Restrictions on Ownership of shares of the articles of incorporation, to be read as follows:

"In addition, the issue, sale and transfer of the shares to the following individuals or legal entities are prohibited:

1. Specified U.S. Persons;
 2. Non-Participating Foreign Financial Institutions,
 3. Passive NFFEs with one or more substantial U.S Owners or U.S Controlling Persons;
- as such terms are defined under FATCA.

The above restriction does not apply when the shares are sold through a distributor that is acting as nominee provided such distributor qualifies as:

1. a Reporting Foreign Financial Institution under the Lux IGA;
2. a Non Reporting Foreign Financial Institution under the Lux IGA;
3. a Participating Foreign Financial Institution;
4. a Registered Deemed Compliant Foreign Financial Institution;
5. a Non Registering Local Bank; or
6. a Restricted Distributor

as such terms are defined under FATCA or the Lux IGA.

In application of Annex II section IV E 5 of the Lux IGA, each distributor as referred to in the paragraph above is required to notify the Board of Directors of a change in its FATCA Chapter 4 status within 90 day of the change. In case such a distributor ceases to qualify as a nominee compliant with FATCA under the Restricted Fund rules as defined under FATCA, the Board of Directors shall terminate the distribution agreement with such a distributor within 90 days of notification of the nominee's change in its FATCA Chapter 4 status and the shares issued to the nominee will be compulsory redeemed pursuant to the paragraph below or transferred to another FATCA compliant nominee within six months of the nominee's change of FATCA Chapter 4 status.

When the Board of Directors or its agents discover that a shareholder of the Company qualifies as one of the above mentioned persons, the Board of Directors shall compulsory redeem the shares of such shareholder in compliance with the present Article within six months of the discover of the status of such shareholder under FATCA.

For the purpose of the present Article, the term "FATCA" shall refer to the provisions commonly known as the Foreign Account Tax Compliance Act enacted by the United States of America. The term "Lux IGA" shall refer to the intergovernmental agreement model 1 entered into by the United States of America and the Grand Duchy of Luxembourg on March 28, 2014."

Second resolution

2. The shareholders decided not to translate into French the articles of incorporation from now on, in compliance with article 26 (2) of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds.

There being no further business before the Meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English only pursuant to article 26 (2) of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said appearing person signed with the notary the present deed.

Signé: Courtois, Heirman, Magnano, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15669. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015017474/109.

(150020197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

VKB S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 20, Kiricheneck.

R.C.S. Luxembourg B 166.717.

—
DISSOLUTION

L'an deux mil quinze, le huit janvier.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

- Monsieur Loïc VINCKENBOSCH, indépendant, né à Bruxelles (Belgique), le 6 novembre 1977, demeurant à B-6960 Manhay (Belgique), 15, route du Coignelot.

Lequel comparant, a exposé au notaire instrumentant et l'a prié d'acter ce qui suit:

Que la société à responsabilité limitée «VKB S. à r. l.» établie et ayant son siège social à L-9990 Weiswampach, 20, Kiricheneck, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 166.717 (ci-après la «Société»), a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 4 janvier 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 754 du 21 mars 2012.

Que la Société a un capital social de quinze mille euros (15.000,-EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent cinquante euros (150.-€) chacune, entièrement libéré;

Que le comparant est le seul propriétaire de la totalité des parts sociales de la Société en vertu des statuts tels que publiés.

Ensuite le comparant, représentant l'intégralité du capital social, a décidé de dissoudre la société «VKB S. à r. l.», avec effet immédiat sans liquidation.

Qu'il déclare que l'activité de la Société a cessé et déclare avoir pleine connaissance des statuts de la Société et en connaître parfaitement la situation financière;

Que la Société ne possède pas d'immeuble ni de part(s) d'immeuble(s);

En sa qualité de liquidateur de la Société, il déclare que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné, qu'il se trouve investi de 2 tout l'actif et s'engage expressément à prendre en charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne;

Que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

Que décharge pleine et entière est donnée au gérant pour son mandat jusqu'à ce jour.

Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans au domicile du comparant.

Sur base de ces faits, le notaire a constaté la dissolution de la Société.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. Vinckenbosch, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/1123. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 30 janvier 2015.

Référence de publication: 2015016807/43.

(150019824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Sparkling Capital Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 144.350.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le trente décembre.

Par devant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

- SPARKLING CAPITAL LIMITED, société de droit de Hong Kong, ayant son siège social sis Suite 8,20F - One International Finance Street - 1, Harbour View Street - Central, Hong Kong, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Hong Kong sous le numéro 1264235;

représentée par Monsieur Amaury LUDES, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée datée du 29 décembre 2014, laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle comparante, par son mandataire, a exposé et a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Que la société «SPARKLING CAPITAL PARTNERS S.à r.l.» (la «Société»), ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch, a été constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 29 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 361, le 18 février 2009.

Qu'elle est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous la section B, numéro 144.350.

Que le capital social souscrit de la Société s'élève à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de dix euros (EUR 10,-) chacune.

Que la Société ne possède pas d'immeuble, ni de parts d'immeuble.

Que la comparante est la seule propriétaire des Parts Sociales de la Société préqualifiée.

Que la comparante, représentant l'intégralité du capital social, en tant qu'associée unique décide la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

Qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts de la Société et en connaître parfaitement la situation financière.

Que l'activité de la Société a cessé.

En sa qualité de liquidateur de la Société, elle déclare:

Que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné, qu'elle se trouve investie de tout l'actif et s'engage expressément à prendre en charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé, connu ou inconnu à ce jour, avant tout paiement à sa personne;

Que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

Que décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la Société.

Toutefois aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de l'associée unique ou remboursement à l'associée unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Ludes, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 05 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/155. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 30 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017693/52.

(150020470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.